

2022 – La permacrise



Photo by [Christian Lue](#) on [Unsplash](#)

Sandra Hoibian,
avec la collaboration de Mathieu Château, Patricia Crouette et Nicole Gruber
Mars 2022

CRÉDOC

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE ET
L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE

La **note de conjoncture sociétale** du CRÉDOC est élaborée à partir de l'enquête annuelle « Conditions de vie et aspirations », réalisée en ligne auprès d'un échantillon représentatif de la population française comprenant 3400 personnes (méthode des quotas). Une vague a été menée du **21 décembre 2021 au 14 janvier 2022, avant le début de la guerre en Ukraine.**

Les analyses portent en particulier sur le comparatif des résultats avec l'ensemble des vagues d'enquêtes réalisées chaque année depuis 1979. C'est un outil d'analyse privilégié de la conjoncture et des grandes tendances sociétales qui permet de resituer les différents événements dans **des tendances sur une longue période.**

L'échantillon a été interrogé par questionnaire auto-administré en ligne sur système CAWI (Computer Assisted Web Interview) auprès des membres d'un panel en ligne.

3.392 internautes âgés de 15 ans et plus résidant en France (France métropolitaine, Corse et DROM) ont été sélectionnés selon la méthode des quotas. Ces quotas (région, taille d'agglomération, âge, sexe, habitat individuel ou collectif et PCS) ont été calculés d'après le dernier recensement général de la population (2018). Ils ont répondu à un questionnaire dont la durée médiane était de 53 minutes.

Afin d'assurer la représentativité par rapport à la population nationale, un redressement final a été effectué en fonction des critères suivants : variable croisée sexe x âge, région, taille d'agglomération, PCS de la personne interrogée, logement individuel ou collectif ainsi qu'une variable croisée âge x niveau de diplôme qui permet de limiter le biais de sélection lié au mode de recueil.

2020 : La « perma-crise »¹

La pandémie donne à peine des signes de ralentissement que la guerre en Ukraine surgit avec fracas dans un espace européen qu'on imaginait pour longtemps préservé. La crise sanitaire succède elle-même au mouvement social des Gilets jaunes (2018), à la sortie du Royaume Uni de l'union européenne (autrement dénommé Brexit, décidé en 2016 et effective au début 2020), aux attentats tragiques de 2015-2016 ayant entraîné la mise en place d'un état d'urgence sécuritaire, tout cela sur fond de menace climatique...

Les crises se succèdent les unes aux autres dans un enchaînement donnant le vertige, la portée de chaque événement semblant dépasser le précédent. Et le recours à la « **crise** », c'est-à-dire à des événements brusques et intenses, marquant une rupture, **comme mode de pensée du monde** devient de plus en plus la norme.

Face à ce que l'on pourrait dénommer la « **permacrise** », les Français **relativisent leurs anciennes inquiétudes et cherchent à vivre plus intensément** leurs vies, dans ses différentes dimensions (loisirs, famille, amis, travail, etc.). Dans un univers où les vérités d'hier peuvent être balayées subitement comme a pu le montrer l'arrêt inédit et spectaculaire de l'économie et de la vie sociale pendant les différents confinements, chacun se recentre sur ce qui peut faire le sel de la vie et relativise ce qui l'inquiétait hier. Toutes les inquiétudes ainsi mesurées dans l'enquête diminuent et, comme dans un mouvement de vases communicants, tous les pans de la vie sont jugés plus importants.

Globalement, les deux dernières années ont été durement vécues par la population, qui décrit une vie empêchée et baignée par l'angoisse. Mais alors qu'on aurait pu s'attendre à de longues années de rétablissement, **le choc semble, en grande partie, absorbé**. Sur le plan économique d'abord, tous les indicateurs macro (production, investissement, consommation, chômage) ont quasi-retrouvé, voire dépassé leur niveau d'avant crise. La situation monétaire des ménages est stable, voire en amélioration pour la très grande majorité. Sur le plan social, les Français ont repris le chemin des interactions et se remettent à inviter des amis chez eux ou à revoir leurs familles par exemple.

La pandémie laisse toutefois **quelques traces possiblement durables**.

- Le **télétravail** a profondément changé la vie des cadres et des professions intellectuelles supérieures, leur procurant des gains à la fois en termes de bien-être, de temps et d'argent.
- Les **activités « non essentielles »** gardent des stigmates de la période, et la fréquentation de différents lieux de loisirs n'a pas retrouvé son niveau d'avant crise (cinéma, restaurant, bibliothèque, équipements sportifs, transports).
- Si les moments de convivialité sont de retour, les Français **évitent les regroupements et privilégient les interactions en petit comité**. Le **sentiment d'appartenance** à différents collectifs est ému. La période a, en outre, créé de nouvelles lignes de faille, notamment avec la minorité « anti-vax » ou « anti-pass ».
- Les bas revenus, précaires et jeunes actifs sortent **fragilisés** par la période sur différents plans : économique, relationnel, professionnel, avec de possibles stigmates.
- Les deux années de covid laissent des séquelles notamment sur le plan de la **santé psychique**.

L'année 2022 est une année d'élection présidentielle, échéance électorale centrale dans la vie de la cinquième République. C'est souvent un moment où la population laisse apparaître des envies de changement radical. La fin possible la crise sanitaire devrait, théoriquement, aussi constituer une occasion de redessiner les chemins de société, en tirant les leçons de la période. Mais le tourbillon de la permacrise pousse les Français à chercher plutôt de la **stabilité**.

- Le **désir de changement radical de société** est très bas pour une année d'élection présidentielle et l'envie que **le pays puisse « fonctionner »** après différents blocages

¹ Le terme permacrisis est proposé par le journaliste Josh Glancy dans le journal The Sunday times dans son article « Will the permacrisis ever end ? », 26/02/2022

(confinements, grèves, mouvements des gilets jaunes) limite le soutien aux modes d'action radicaux.

- **L'Etat, la sphère publique** et le régalien sortent renforcés par la période. Le sentiment que la puissance publique a cherché à accompagner la population nourrissent une **confiance dans le gouvernement actuel** pour faire face aux difficultés que traverse le pays et **diminue le sentiment d'invisibilité sociale et de relégation territoriale**.
- Au niveau individuel, on ne mesure pas de « big quit » professionnel ni « d'exode urbain » résidentiel mais quelques pas de côté par une petite partie de la population (jeunes cadres avec enfants), plutôt dans la poursuite des tendances pré-existant à la crise (métropolisation, péri-urbanisation, littoralisation).
- En termes sociétaux, la progression de l'adhésion à des **évolutions sociétales** enclenchées de longue date (mariage et adoption par des couples de même sexe) marque le pas, et l'on mesure de fortes **réticences à de nouveaux changements** comme la création d'un autre genre que féminin ou masculin sur les documents administratifs.

La véritable transformation de société s'opère finalement plus subrepticement via des pas de côté. L'antienne du **Métavers**, univers virtuel où il est possible d'évoluer à travers un avatar, semble, après avoir été maintes fois prédit et avorté, en voie de concrétisation. La période conjugue en effet différents facteurs favorables : l'accélération de la numérisation de multiples facettes de la vie opérée par la pandémie, l'investissement d'acteurs économiques de poids, et le besoin de renouveau des modalités de lien social.

Table des matières

2020 : La « perma-crise »	2
D'une crise à l'autre	5
Du covid à l'irruption de la guerre.....	6
La priorité donnée à la santé cède petit à petit le pas à d'autres préoccupations.....	10
Les enjeux environnementaux pris dans le tourbillon des crises.....	11
Relativiser et vivre sa vie plus intensément	14
Le choc de la pandémie, en grande partie, absorbé	16
La période covid, une épreuve avec des séquelles sur le plan psychique	17
Sur le plan économique, des indicateurs au vert	18
Le retour à la « normale » des indicateurs de situation économique	20
Une sociabilité retrouvée, les voisins en plus	21
Avec quelques transformations	24
La révolution du télétravail des cadres	25
Des stigmates pour les lieux « non essentiels ».....	27
Epeuré par la foule	30
Une fragilisation des bas revenus, précaires, jeunes actifs et des anti-pass	33
Revenir à la sécurité du « Monde d'avant ».....	37
L'envie d'enjamber l'élection présidentielle	38
Pas de « big quit » ni d'exode urbain pour l'instant.....	42
Les envies d'ailleurs des jeunes cadres avec enfants.....	44
Deux années de « pause » sur le plan sociétal.....	47
La possibilité de métavers	48

D'une crise à l'autre

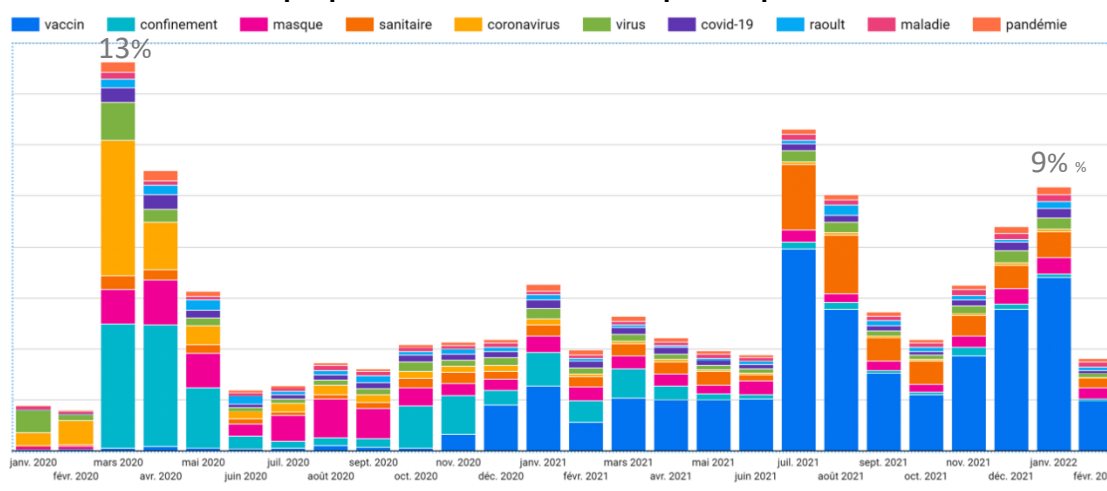


Photo by **Mitchell Luo** on [Unsplash](#)

Du covid à l'irruption de la guerre

L'enquête Conditions de vie et aspirations du début d'année a été menée entre le 21 décembre 2021 au 14 janvier 2022, après deux ans de vie au rythme du virus, de ses vagues de contaminations et des mesures drastiques prises pour le contenir, et en pleine cinquième vague du variant Omicron. L'analyse des discussions sur twitter via l'Observatoire CREDOC montre que les sujets entourant le virus couronné sont, encore en janvier 2022, très présents dans les conversations. Près d'une conversation sur dix mentionne la pandémie, même si les discussions abordent aujourd'hui pour beaucoup les questions entourant le vaccin, alors qu'au début de la période, le confinement et la découverte du « coronavirus » occupaient davantage les tweets.

Graphique 1 – Part des tweets évoquant la pandémie de Covid

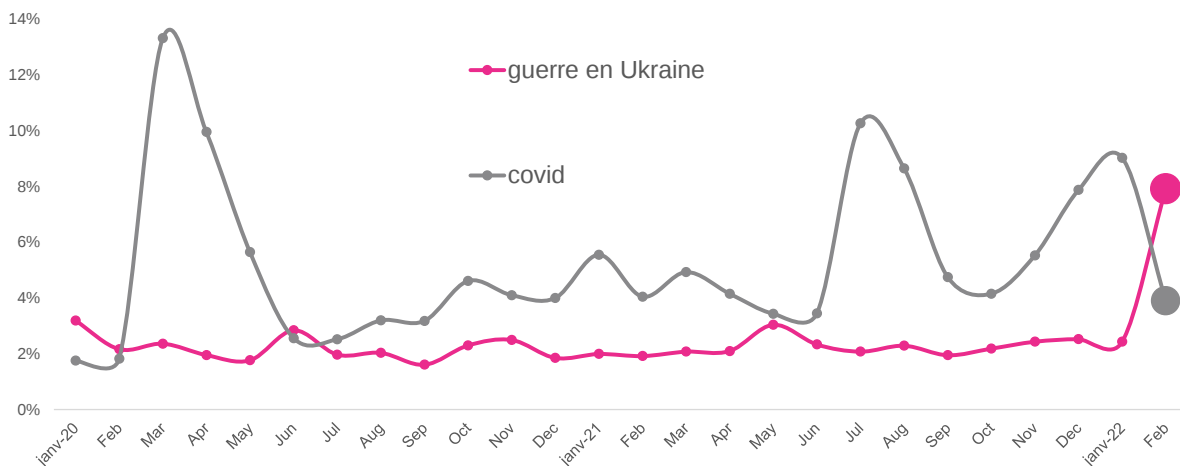


Source : Crédoc, Observatoire Twitter

Indicateur comptabilisant les tweets avec au moins un mot parmi les suivants : Covid-19, Coronavirus, virus, Sars-cov2, Vagues, Pandémie, Epidémie, Epidémiologie, Immunologie, Infection, Infectieuse, Pathologie, Pathogène, Maladie, Symptômes, Contaminations, Vague, Variants, Alpha, Beta, Gamma, Omicron, Delta, Comorbidités, Hôpitaux, hospitalier, Respirateurs, Réanimation, Patients, Urgences, Sanitaire, Etat, d'urgence, sanitaire, Pass, sanitaire, Pass, vaccinal, Vaccin, Vaccination, ARN messenger, Masque, Gel hydroalcoolique, Distanciation sociale, Gestes barrières, Pangolin, Sichuan, Laboratoire pharmaceutique, Confinement, Couvre-feu, Secteurs essentiels, Vêran, Raoult, Delfraissy

Quelques semaines plus tard, alors que le gouvernement s'est résolu à lever la plupart des mesures d'endiguement de l'épidémie (masques, pass vaccinal, etc), les questions sanitaires semblent s'effacer et le déclenchement de la **guerre en l'Ukraine** mobilise une grande partie des conversations sur ce réseau social. Le sujet occupe les discussions dans des proportions similaires à celles qu'on observait un mois plus tôt au sujet de la crise sanitaire, et la rapidité de changement des préoccupations apparaît fulgurante.

Graphique 2 – Part de voix sur twitter des thématiques de la guerre en Ukraine, et de la pandémie de Covid (% de tweets évoquant le sujet)



Source : Observatoire twitter du CREDOC

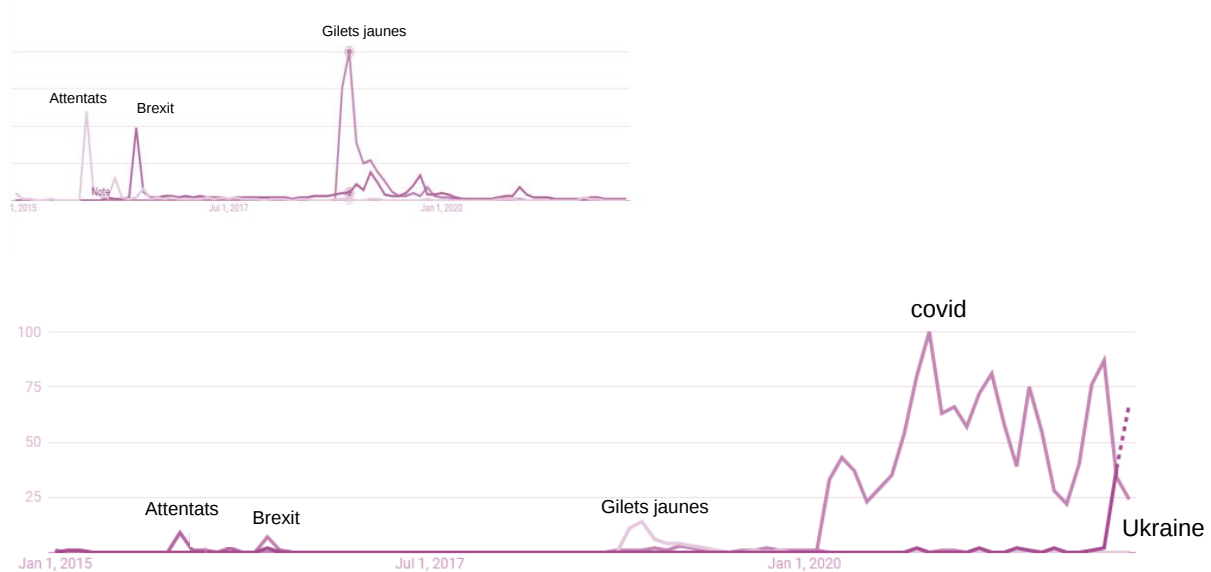
Méthodologie : Echantillon de 300 000 tweets sélectionnés en aléatoire par tirage de 500 tweets x huit tranches horaires par jour (avec une sur-représentation de la journée par rapport à la nuit); tous les jours de l'année depuis le début 2020

La thématique covid est mesurée à partir de la citation d'au moins un mot parmi les suivants : Covid-19, Coronavirus, virus, Sars-cov2, Vagues, Pandémie, Epidémie, Epidémiologie, Immunologie, Infection, Infectieuse, Pathologie, Pathogène, Maladie, Symptômes, Contaminations, Vague, Variants, Alpha, Beta, Gamma, Omicron, Delta, Comorbidités, Hôpitaux, hospitalier, Respirateurs, Réanimation, Patients, Urgences, Sanitaire, Etat, d'urgence, sanitaire, Pass, sanitaire, Pass, vaccinal, Vaccin, Vaccination, ARN messenger, Masque, Gel hydroalcoolique, Distanciation sociale, Gestes barrières, Pangolin, Sichuan, Laboratoire pharmaceutique, Confinement, Couvre-feu, Secteurs essentiels, Vêran, Raoult, Delfraissy

La thématique guerre en Ukraine est comptabilisée à partir de la citation des mots suivants : guerre, paix, défense, conflit, lutte, frappes, forces, bombes, artillerie, chars, lance-roquette, assiégé, offensive, bombardement, violence, violent, militaire, état-major, armé, armée, cessez-le-feu, troupe, Ukraine, ukrainien, russe, Russie, Kremlin, Zelensky, Poutine, Kiev, Kharkiv, Maïdan, Dombass, Séparatiste)

Au cours des dernières années, d'autres événements semblaient déjà **constituer des ruptures indépassables**. Le choc des **attentats terroristes** de 2015 avec la tuerie de Charlie Hebdo, tristement rappelé avec le massacre du Bataclan et les fusillades des cafés et du Stade Saint Denis, et encore récemment ravivée avec la décapitation du professeur Samuel Paty avaient entraîné la mise en place d'un état d'urgence sanitaire, de mesure d'exception et des questions profondes sur l'avenir du modèle républicain et les moyens de faire face à la menace islamiste. En 2016, **la décision de sortie du Royaume Uni** de l'Union européenne (finalement réellement effective au début 2020) sonnait comme un coup de semonce pour celle-ci, questionnant le modèle européen et son avenir. En 2018 surgissait un mouvement social inédit aussi bien par sa forme que ses revendications. La **« crise » des gilets jaunes** avait alors occupé aussi bien l'espace médiatique, politique, que concrètement la vie des Français, l'espace public ayant été très largement perturbé par des « actes » de manifestations spontanées, organisés les samedis pendant de nombreuses semaines consécutives, et par l'occupation de ronds-points. La **covid** était venue balayer ces événements par son ampleur. Et elle semble (pour un temps) elle-aussi chassée des esprits par le retour du tragique et de la guerre dans l'espace européen qui s'en croyait protégé.

Graphique 3 – Requêtes google sur les mots « Gilets jaunes », Brexit, attentats et Covid



Source : CREDOC, à partir de Google trends, de 2015 au 15/03/2022

Alors que la crise peut être définie comme une « *manifestation brusque et intense de certains phénomènes, marquant une rupture (...) laissant craindre ou espérer un changement profond* »², l'enchaînement et la succession des crises donne le tournis.

La période est-elle réellement **singulière sur le plan historique** ?

On peut voir dans ce tourbillon de crises **le reflet de l'accélération du monde**, décrite par le philosophe allemand Hartmut Rosa dans ses différents ouvrages³ et qu'il décompose en différentes accélérations :

- **Accélération technique** (technologies de communication, transports rapides, production accélérée) qui **rétrécit l'espace** : par exemple on peut parcourir des distances de plus en plus longues dans un même intervalle de temps
- **Accélération des changements de modes de vie et structures sociales**, des habitudes, qui « rétrécissent le présent » : le rythme des innovations, la diffusion de la mode, l'information en temps réel, tout va plus vite.
- **Accélération du rythme de nos vies quotidiennes** dans une spirale infinie : les possibilités techniques sentées libérer du temps (machine à laver, voiture, courriel, applis) s'accompagnent d'une multiplicité de choses à faire qui donne à chacun le sentiment d'être dans une course permanente.

La multiplication des crises nous semble profondément liée à cette accélération :

- **d'abord parce qu'elles viennent marquer un coup d'arrêt** à cette accélération : les Gilets jaunes dans leur mouvement, en bloquant la société, donnaient à voir la difficulté de ne pas pouvoir suivre le rythme de de vie valorisé par notre société⁴. La pandémie, avec les différents confinements et couvre-feux, a elle-aussi donné un coup de frein brutal à cette accélération.

² Source Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales

³ Hartmut Rosa, *Accélération : une critique sociale du temps*, La Découverte, 2010
Hartmut Rosa, *Aliénation et accélération : vers une critique de la modernité tardive*, La Découverte, 2014
Hartmut Rosa, *Accélérons la résonance !* Le Pommier, 2022

⁴ Sandra Hoibian, *Le mouvement des Gilets jaunes ou les limites d'un modèle de société*, CAHIER DE RECHERCHE N°C349, mars 2020

- **ensuite car elles sont sans nul doute amplifiées ou mises sous le feu des projecteurs par cette accélération.** La multiplication des échanges aériens de voyageurs et de marchandises au cours de vingt dernières années a vraisemblablement amplifié la circulation du virus. La valse des tristes nouvelles n'est pas sans lien nous semble-t-il avec **l'accélération du temps médiatique**. L'information est en effet disponible partout et sur tout en « temps réel » (avec en particulier l'apparition des chaînes d'information en continu et des réseaux sociaux), dans une forte concurrence pour capter l'attention, or le biais de négativité⁵ pousse les auditeurs, lecteurs et spectateurs à prêter davantage attention aux mauvaises nouvelles.
- Enfin, et surtout, **avec l'accélération du temps**, nous nous retrouvons comme bloqués dans un éternel présent chaotique. C'est d'une certaine manière ce que décrit la chercheuse Myriam Revault d'Allonnes. « *L'espace d'expérience se rétrécit aujourd'hui à tel point que le passé paraît de plus en plus lointain. Symétriquement, l'horizon d'attente semble lui aussi reculer dans un avenir de plus en plus indéterminé. À tel point, comme le remarque Paul Ricœur⁶, que notre présent, écartelé entre ces deux fuites et comme « scindé en lui-même », se réfléchit en « crise »*⁷. Autrement dit, **l'accélération du temps nous pousse à voir chaque événement comme une crise.**

De fait, la population est prise dans ce tumulte. Et **finir par sembler s'habituer à cet état permanent de crise**, ce que le journaliste Josh Glancy dans le journal The Sunday times dénomme la « permacrise ». Interrogés dans notre enquête sur la possible fin de la crise sanitaire, **un Français sur deux (52% exactement) est convaincu que celle-ci ne prendra jamais vraiment fin et que la pandémie de Covid-19 sera suivie régulièrement d'autres épidémies**. En septembre 2021, soit seulement trois mois auparavant, la proportion n'était que de 34% et la population espérait encore une sortie « définitive » de crise. La diffusion massive du variant Omicron malgré une population très massivement vaccinée ayant vraisemblablement douché les espoirs de sortie de crise.

⁵ Différents travaux montrent que nous accordons plus d'importance aux informations et éventualités négatives que positives, nos souvenirs liés à des motions négatives sont plus vivaces, la perspective d'un risque potentiel inquiète davantage que la possibilité d'un gain probable, etc...

Paul Rozin & Edward B. Royzman (2011). Negative bias, negativity dominance and contagion, *Personality and Social Psychology Review*, 5(4): 296-320.

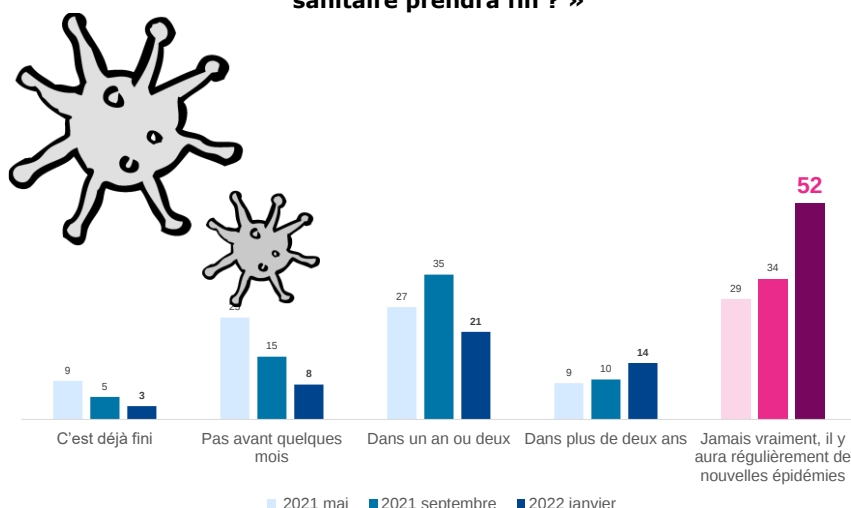
Amrisha Vaish, Tobias Grossmann & Amanda Woodward (2008). Not all emotions are created equal: the negativity bias in social-emotional development, *Psychological Bulletin*, 134(3): 383-403.

Daniel Kahneman, Jack. L. Knetsch & Richard H. Thaler. (1990). Experimental tests of the endowment effect and the Coase theorem, *Journal of Political Economy*, 98: 1325–1348.

⁶ Paul Ricœur, *Temps et récit*, tome III, Seuil, 1985, p. 308..6

⁷ Revault d'Allonnes Myriam, « Hannah Arendt penseur de la crise », *Études*, 2011/9 (Tome 415), p. 197-206. DOI : 10.3917/etu.4153.0197. URL : <https://www.cairn.info/revue-etudes-2011-9-page-197.htm>

Graphique 4 – « Toujours à propos de la Covid-19, à quelle échéance pensez-vous que la crise sanitaire prendra fin ? »



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

La priorité donnée à la santé cède petit à petit le pas à d'autres préoccupations

La durée de ce qui avait été initialement pensé comme une crise se prolongeant, les priorités se redessinent. Petit à petit, la conviction que l'Etat doit avant tout prioriser la protection de la santé laisse un peu plus de place à d'autres préoccupations, qu'il s'agisse de préserver ou rétablir les libertés individuelles ou de favoriser la croissance économique. La recrudescence des contaminations avec le variant Omicron a, à peine, ralenti ce mouvement.

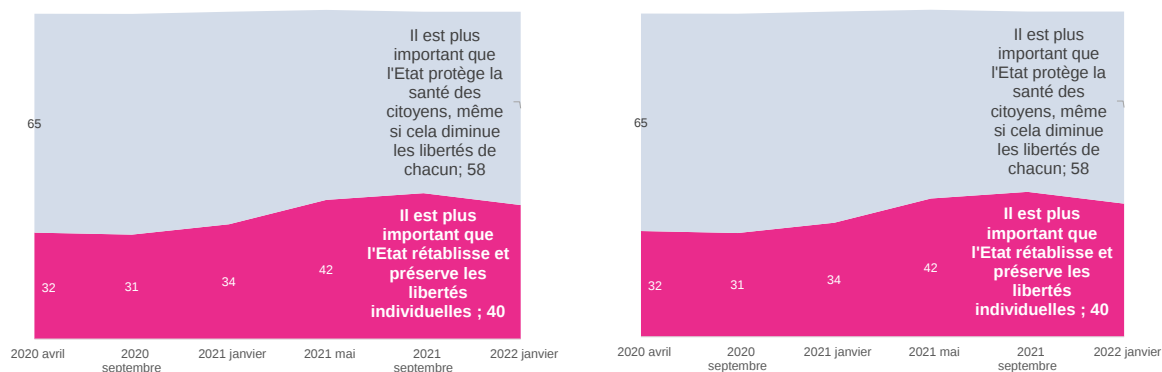
Graphique 5 – La focalisation sur le virus cède petit à petit du terrain à d'autres considérations

Aujourd'hui, diriez-vous plutôt

- . Il est plus important que l'Etat rétablisse et préserve les libertés individuelles
- . Il est plus important que l'Etat protège la santé des citoyens, même si cela diminue les libertés de chacun

Laquelle de ces deux propositions vous paraît-elle la plus importante ? Dans le contexte actuel

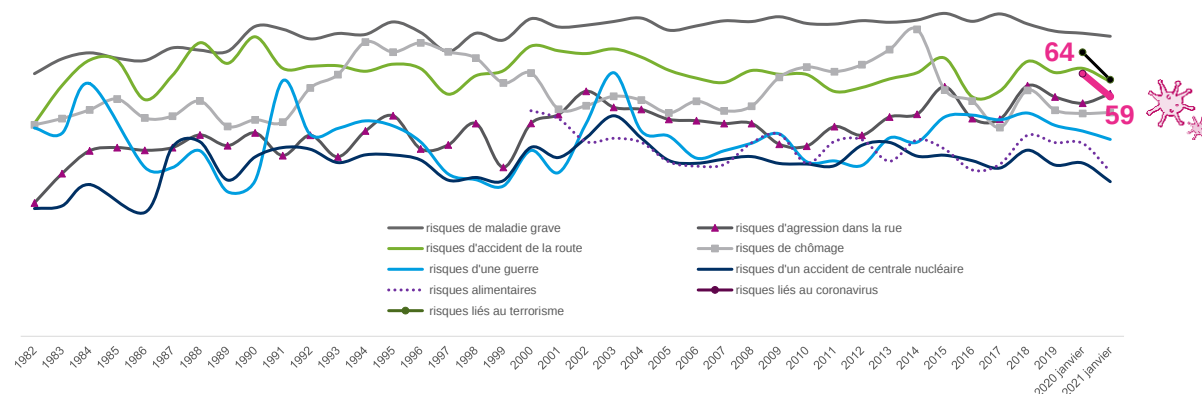
- L'Etat doit tout faire pour favoriser la croissance économique, même si cela est au détriment de la lutte contre la propagation de la Covid-19
- L'Etat doit tout faire pour limiter la propagation de la Covid-19, même si cela est au détriment de la croissance économique



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

Et les inquiétudes par rapport au virus couronné rejoignent le concert des multiples autres appréhensions. Arrivant en janvier 2022, au quatrième rang des sujets d'angoisse, derrière la peur d'autres maladies graves, du terrorisme, ou des accidents de la route.

Graphique 6 - On éprouve parfois de l'inquiétude, pour soi-même ou pour des proches. Pouvez-vous indiquer si les risques suivants vous inquiètent (% beaucoup+ assez inquiets)



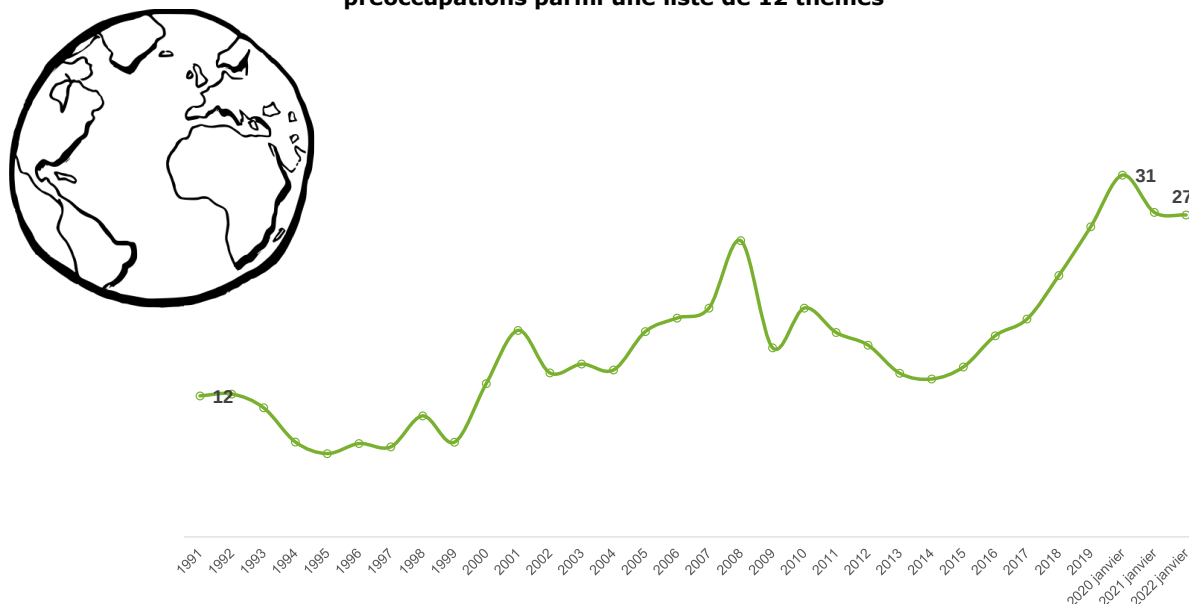
Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

Les enjeux environnementaux pris dans le tourbillon des crises

En toile de fond de ces différentes ruptures, le **réchauffement climatique** occupe de manière lancinante l'espace public⁸ avec la menace de plus en plus concrète qu'il fait planer sur la disponibilité des ressources en eau et nourriture (en Afrique, Asie et dans les petites îles), sur la santé dans toutes les régions du monde (plus grande mortalité, émergence de nouvelles maladies, développement du choléra), augmentation du stress thermique, dégradation de la qualité de l'air...

Malgré la focalisation de la société française autour du covid ces deux dernières années, les **préoccupations environnementales restent à un niveau élevé** (27% de la population les placent en tête de leurs préoccupations).

Graphique 7 - % place la dégradation de l'environnement parmi ses deux premiers sujets de préoccupations parmi une liste de 12 thèmes



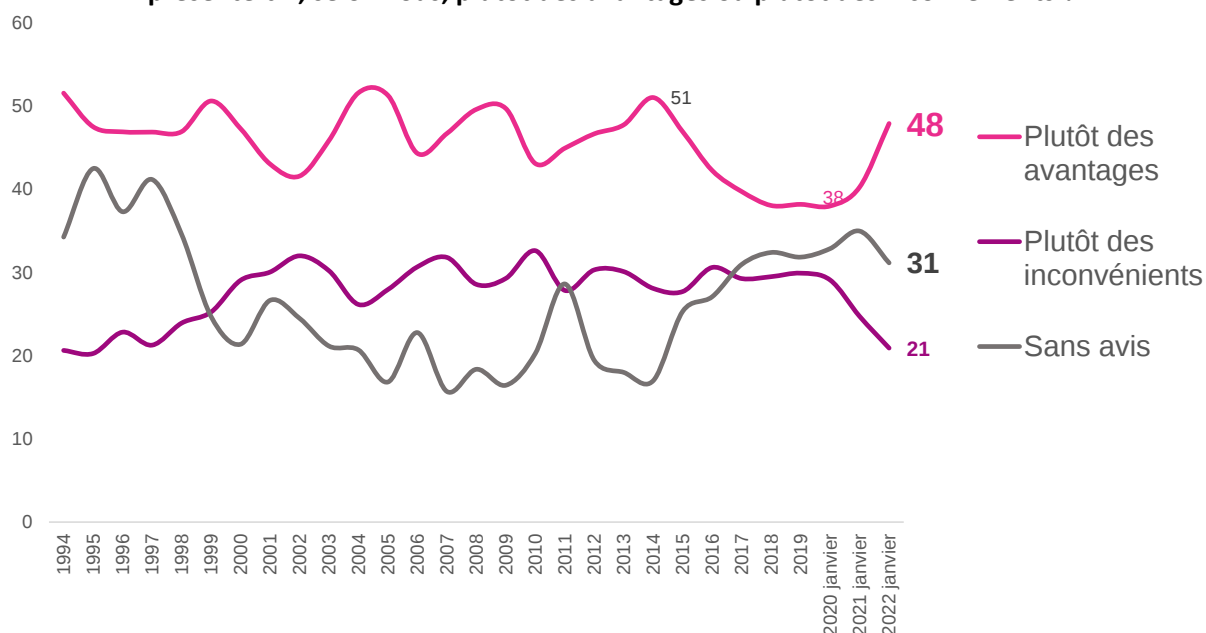
Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

Mais la crise environnementale vient se télescoper avec les autres urgences du moment, conduisant la population à revisiter **les moyens pour arriver à réduire l'impact carbone de la planète**. En

⁸ Les rapports du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) donnent lieu à une très large médiatisation chaque année, voir par exemple, [AR6 Synthesis Report: Climate Change 2022 — IPCC](#)

particulier, **48% de la population voit aujourd'hui « plutôt des avantages » à l'utilisation massive de l'énergie nucléaire** pour produire l'électricité de l'Hexagone. C'est dix points de plus qu'en janvier 2020.

Graphique 8 – Le choix du nucléaire pour produire les trois quarts de l'électricité en France présente-t-il, selon vous, plutôt des avantages ou plutôt des inconvénients ?



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations
Données avant 2015 réropolées pour tenir compte de l'effet du changement de mode de recueil

Les **tensions sur le marché de l'énergie et la progression de l'inflation** sont sans nul doute liées à cette évolution. L'énergie nucléaire est réputée peu chère⁹. Et les autres énergies sont beaucoup plus exposées à une **forte volatilité des prix**. Le **baril de Brent** est, en janvier 2020¹⁰ au moment de l'étude, monté à un prix de 87 dollars, soit un niveau supérieur à celui observé en octobre 2018 (81 euros) période de déclenchement du mouvement des Gilets jaunes. Les **prix à la pompe** ont augmenté fortement entre 2020 et 2021, **retrouvant ainsi rapidement leur niveau d'avant pandémie**. Le **prix du gaz** a augmenté encore plus fortement. Pour les ménages qui l'utilisent pour se chauffer, le différentiel de facture entre l'hiver 2020/2021 et 2021/2022 est estimé à plus de 500 € (ou +50 % par rapport à la facture initiale) par l'IDDRI¹¹.

Les tensions sur le marché de l'énergie viennent s'ajouter à celles sur les matières premières et la production alors que la plupart des économies se remettent en route en même temps après deux ans de pandémie. Et l'on constate ainsi la reprise de **l'inflation**, après une période de déflation inédite au cours de l'année 2020. Sur un an, **l'indice des prix à la consommation harmonisé augmenterait de 3,3 % en janvier 2022** (INSEE).

Toutefois, il nous apparaît important de souligner que ces différentes hausses, rapides et spectaculaires, sont beaucoup **plus mesurées selon le référentiel de temps choisi**.

Comme l'explique l'OFCE¹², « l'année 2020 a été exceptionnelle. Du fait de la crise et de l'arrêt total de nombreuses économies, l'inflation a été particulièrement basse. Aux Etats-Unis, elle a plongé de 2,5 % en janvier 2020 à 0,5 % en avril. Même phénomène en zone euro, où les prix ont même baissé au

⁹ Argument réfuté par les opposants à cette énergie qui arguent des coûts finalement beaucoup plus importants si l'on intègre les coûts de construction et de maintien des centrales.

¹⁰ Ministère de la Transition écologique

¹¹ Andreas Rüdinger, Idri, Hausse des prix des énergies en Europe Quelles évolutions ? Quelles explications ? Et quelles conséquences pour les consommateurs et les politiques de transition écologique ?, Note octobre 2021

¹² [Quelle orientation pour les politiques monétaires en 2022 ? - le blog \(sciences-po.fr\)](https://www.sciences-po.fr/fr/actualites/2022/01/Quelle-orientation-pour-les-politiques-monetaires-en-2022-?le-blog)

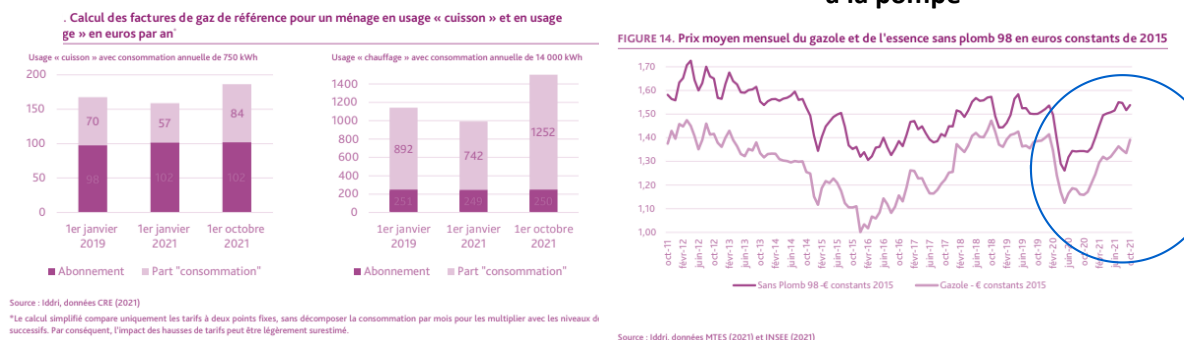
deuxième trimestre 2020. Si on compare plutôt les prix de 2021 à ceux de 2019, on obtient une inflation environ deux fois moindre » de 1.9%.

Si l'on élargit encore la focale sur plus long terme, le maintien d'une inflation autour de 3% date d'une trentaine d'années, sous l'impulsion de la zone euro qui a dans ses objectifs la stabilité des prix. L'inflation était de 10,1 % par an en moyenne entre la fin de la seconde guerre mondiale et les années 1980. Mais la hausse des prix s'accompagnait alors d'une croissance élevée et de progressions de salaires, tandis que l'évolution des salaires est, aujourd'hui, limitée (+1.7% au T4 2021)¹³.

Graphique 9 – Evolution des prix

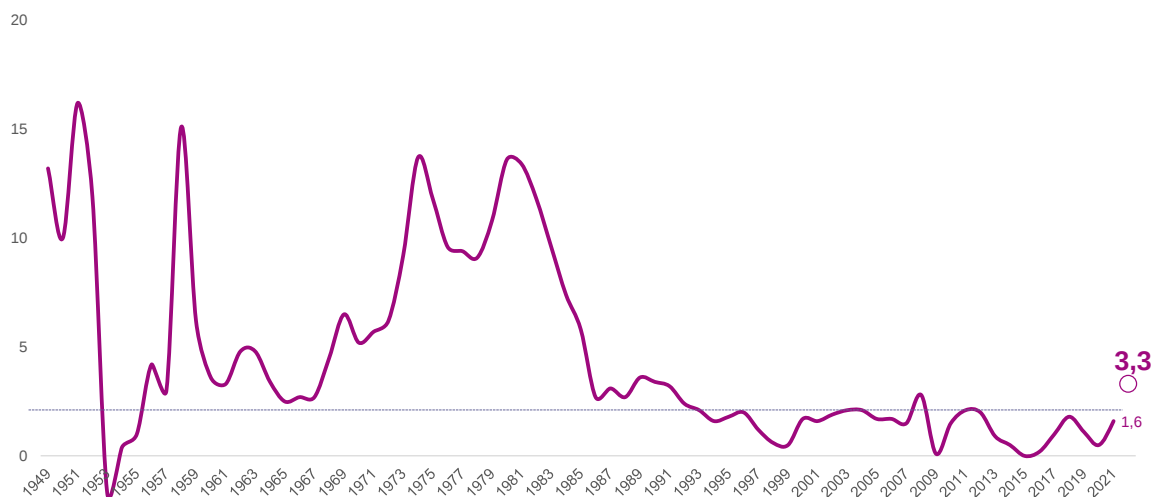
Estimation de la **facture de gaz** d'un ménage

Prix moyen mensuel du **gazole et de l'essence** à la pompe



Source : IDDRI, octobre 2021

Taux d'inflation (évolution des prix à la consommation)



Source : INSEE

Les préoccupations par rapport à la montée des prix de l'énergie sont amplifiées par les **tensions géopolitiques**. Selon une enquête du CEVIPOF menée entre le 10 et 14 mars 2022, 50% des Français se disent ainsi très inquiets des conséquences économiques de la guerre en Ukraine (92% inquiets) bien davantage que de l'extension du conflit au-delà de l'Ukraine (34% très inquiets, 81% très ou assez inquiets) ou d'un possible conflit nucléaire (26%, 69%).

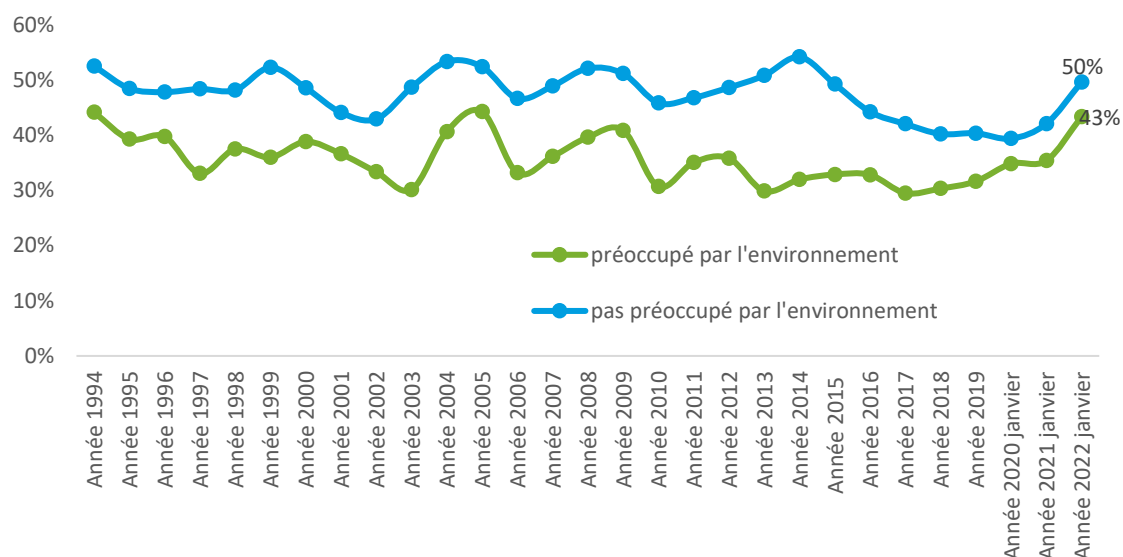
Or l'énergie nucléaire a la particularité d'être **produite sur le sol hexagonal**, offrant ainsi au-delà du niveau des prix, une forme de **maitrise de ceux-ci et de l'accès à la production**. A l'argument de souveraineté s'ajoute probablement l'idée défendue par différents acteurs¹⁴, que **sans nucléaire, il est impossible d'atteindre la neutralité carbone**. L'Union européenne intègre ainsi aujourd'hui dans

¹³ Dares, enquête trimestrielle Acemo ; Insee, indice des prix à la consommation.

¹⁴ Citons notamment le Think tank The shift project

son projet de « taxonomie verte » le nucléaire et le gaz comme énergies de « transition ». Si les personnes qui se disent dans l'enquête Conditions de vie préoccupées par la dégradation de l'environnement se montrent systématiquement moins partisans de la fission de l'atome, l'écart s'est singulièrement réduit ces dernières années (7 points en 2022 contre en moyenne 12 points au cours des trente dernières années).

Graphique 10 – Perçoit des plutôt des avantages dans l'énergie nucléaire selon les préoccupations par rapport à la dégradation de l'environnement



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations
Données avant 2015 réropolées pour tenir compte de l'effet du changement de mode de recueil

L'attrait de l'énergie nucléaire est tel, que mêmes les inquiétudes par rapport à l'éventualité d'accidents de centrale nucléaire passent au second plan (35% se disent inquiets, -3pts/2021, -8 pts/2020).

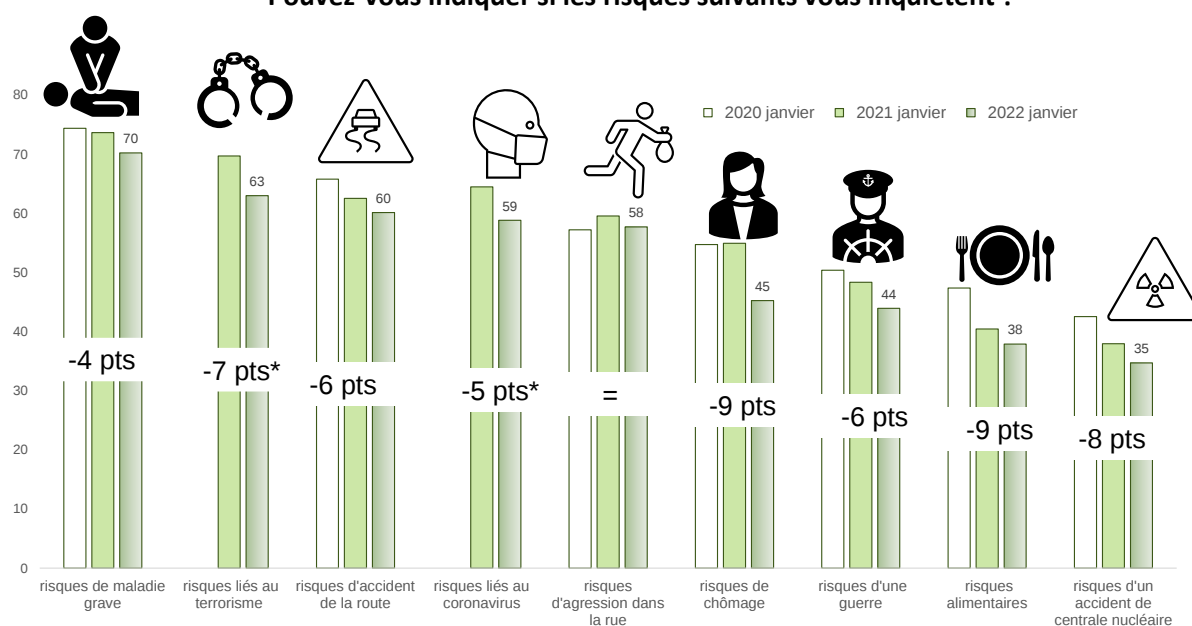
Relativiser et vivre sa vie plus intensément

« Les moments de crise produisent un redoublement de vie chez les hommes ».
Chateaubriand Les mémoires d'outre-tombe, 1841

« En te levant le matin, rappelle-toi combien précieux est le privilège de vivre, de respirer, d'être heureux », Marc Aurèle

L'enchaînement des catastrophes avérées ou prédites a pour effet une **relativisation des inquiétudes**. Tous les risques à propos desquels on interroge la population apparaissent moins prégnants qu'avant la crise sanitaire, qu'il s'agisse des inquiétudes par rapport au risque de maladie grave (-4 pts), de terrorisme (-7 pts), d'accident de la route (-6 pts), de chômage (-9 pts),...

**Graphique 11 - On éprouve parfois de l'inquiétude, pour soi-même ou pour des proches.
Pouvez-vous indiquer si les risques suivants vous inquiètent ?**

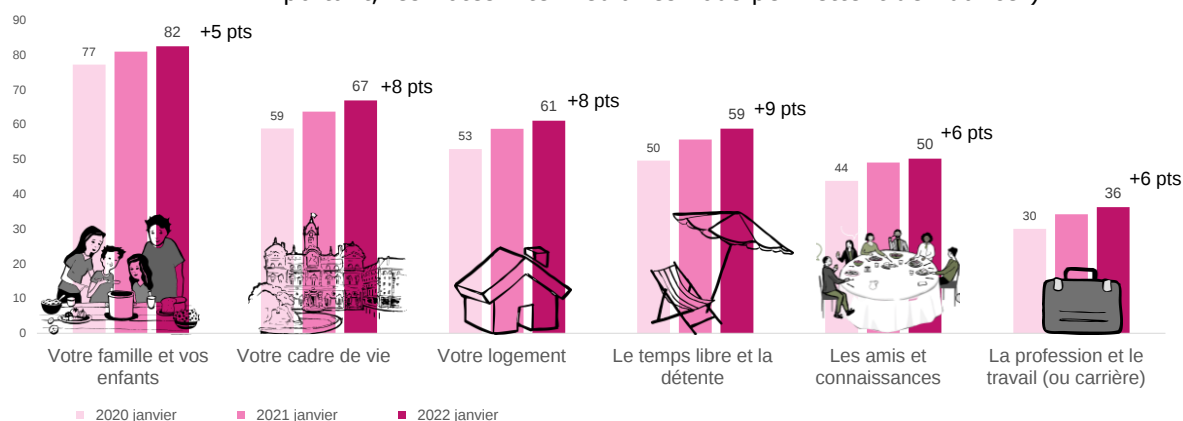


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2020

Et parallèlement, les différentes facettes de la vie semblent toutes plus importantes. Dit autrement, le **risque éventuel et futur est mis à distance et la population accorde plus d'importance à la vie actuelle**, au présent, qu'il s'agisse des moments entre amis, des relations avec sa proche famille, de l'importance que l'on apporte à son cadre de vie quotidien, ou de la place occupée par le travail dans sa vie.

Graphique 12 - Considère comme un domaine de la vie important (note 6 ou 7 sur une échelle de 1 à 7)

Pour chacun des domaines de la vie suivants, pouvez-vous attribuer une note de 1 à 7 selon l'importance que vous lui accordez ? (1 signifie pas du tout important, 7 signifie très important, les notes intermédiaires vous permettent de nuancer)



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2020

Le choc de la pandémie, en grande partie, absorbé



Photo by [Dimitar Belchev](#) on [Unsplash](#)

La période covid, une épreuve avec des séquelles sur le plan psychique

Nombreux ont été les impacts de la période pandémique dont certains positifs, nous y reviendrons. Interrogés de manière ouverte sur leur vécu de la période, et les impacts ressentis sur leur vie quotidienne, leurs projets, leur état d'esprit, le bilan est sans appel. **64% évoquent un impact négatif sur leur vie.** La diminution, voire disparition des sorties, des loisirs, des vacances et l'isolement arrivent en tête des réponses, suivis de l'impossibilité à se projeter dans l'avenir, dans un environnement incertain, les conséquences négatives du distanciel dans la vie professionnelle ou les études, les conséquences négatives sur leur état psychique.

Certains, plus minoritaires (8%) évoquent les impacts positifs du télétravail sur leur vie, ou le fait que la pandémie les ait poussés à se recentrer sur l'essentiel.

Et finalement, moins d'une personne sur trois (28%) évoquent l'absence d'impact de la période.

Graphique 13 - Quel impact a eu la crise du Coronavirus, pour vous personnellement, sur votre vie quotidienne, vos projets, votre état d'esprit ? Ces impacts sont-ils positifs ? négatifs ?

Rien, nsp, pas grand chose, [NR]	28	« Négatif : Isolement, perte de sens du travail, méfiance vis-à-vis des autres, il n'y a plus de vrais débats dans les médias » « Réduire les déplacements et les visites aux enfants » « Ma vie sociale s'est considérablement appauvrie pendant les confinements et c'est difficile de reprendre toutes mes activités. Il est difficile de faire des projets même à court terme. » « Les gestes barrières avec enfants et petits-enfants sont difficilement supportables »
Négatif	64	
Moins de liens sociaux, isolement, solitude	13	
Moins de loisirs, sorties, vacances, cinéma	13	
Négatif, incertitude, pas de vision de l'avenir	7	
Difficultés professionnelles, études	6	
Impact moral, tristesse, dépression, burn-out	6	
Anxiété, stress, peur de la maladie	6	
Contraintes sanitaires, masques, vaccins	3	
Perte de liberté	3	
Perte de niveau de vie, de revenus	3	« Négatif comme la crainte d'attraper ce virus, étant avec de nombreuses comorbidités, cette crainte est pire » « Sentiment de privation de libertés et que le coronavirus est le seul sujet important dans notre société » « Je fais du soutien scolaire et j'ai subi une baisse d'activité depuis le début du Corona Virus. Cela influe négativement sur mon humeur, je suis plus irritable. négatif, plus de projets »
Regard négatif sur les médias, gouvernement, manipulation	2	
Moins de déplacements	1	
Tensions sociales, couple, famille	1	
Positif	8	
Impact positif, télétravail, moins de transport, moins de fatigue, moins de dépenses	5	
Recentrage (sur ma famille, soi-même), revenir à l'essentiel	3	
Changement d'environnement, déménagement, nature	0	

Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

De nombreuses autres enquêtes convergent sur un moral en berne dans la population :

- L'enquête Coviprev de Santé publique France du 11-18 janvier 2022 établit **que 18 % des Français montrent des signes d'un état dépressif** [Niveau élevé, +8 points par rapport au

niveau hors épidémie, tendance stable par rapport à la vague précédente]. 25 % des Français montrent des signes d'un état anxieux [Niveau élevé, +11 points par rapport au niveau hors épidémie, tendance stable par rapport à la vague précédente]

- Dans le baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, la « **lassitude** » est le qualificatif le plus cité (40%) en janvier 2022, pour qualifier son état d'esprit actuel, soit +10 points par rapport à février 2020 avant l'apparition de la covid-19 dans l'Hexagone.

Sur le plan économique, des indicateurs au vert

D'un point de vue macro-économique, le choc inédit de la pandémie et des mesures d'endiguement sur l'économie du pays semble avoir **quasiment été absorbé** deux ans après le début de l'arrivée du virus couronné.

- Selon l'Insee, après une baisse sans précédent de 8.3% du PIB¹⁵ en 2020 (à titre de comparaison la chute du PIB avait été de 2,9% lors de la crise des subprimes en 2009, -0.6% en 1993 et -1% en 1975), le Produit Intérieur Brut revient quasiment à son niveau d'avant-crise (-0,1 % par rapport au quatrième trimestre 2019)¹⁶.
- La **production** totale revient aussi quasiment à son niveau de 2019 (-0,2 % en écart au T4 2019), la consommation des ménages fait de même (-0,9 % en écart au T4 2019). L'investissement est même supérieur à celui mesuré en 2019 (+1,4 % en écart au T4 2019).
- Sur le front de l'**emploi**, alors que le **chômage partiel** avait concerné 8,4 millions de salariés en avril 2020, soit un quart de l'emploi total, le nombre est de 379 000 en novembre 21 selon la DARES, enquête Acemo-Covid-19. Le **taux de chômage** oscille aujourd'hui entre 8,0% et 8,1% soit un taux identique à celui du 4^{ème} trimestre 2019¹⁷. Avec les différents mécanismes de soutien, le nombre de **faillites d'entreprises a même été divisé par deux** (2102 entreprises en faillite en novembre 2021 contre 4108 en novembre 2019)¹⁸.

Les ménages en semblent parfaitement conscients. L'**inquiétude qui les taraudait concernant le risque de chômage**, qui concernait 60% de la population au début 2018, est à son niveau plancher (45%). En ce domaine, les inquiétudes de la population suivent de très près l'évolution constatée par l'INSEE sur le marché de l'emploi.

¹⁵ Le Produit Intérieur Brut vise à mesurer la richesse créée sur un territoire par tous les agents, privés et publics

¹⁶ Insee, Le PIB progresse de 3,0 % au troisième trimestre.

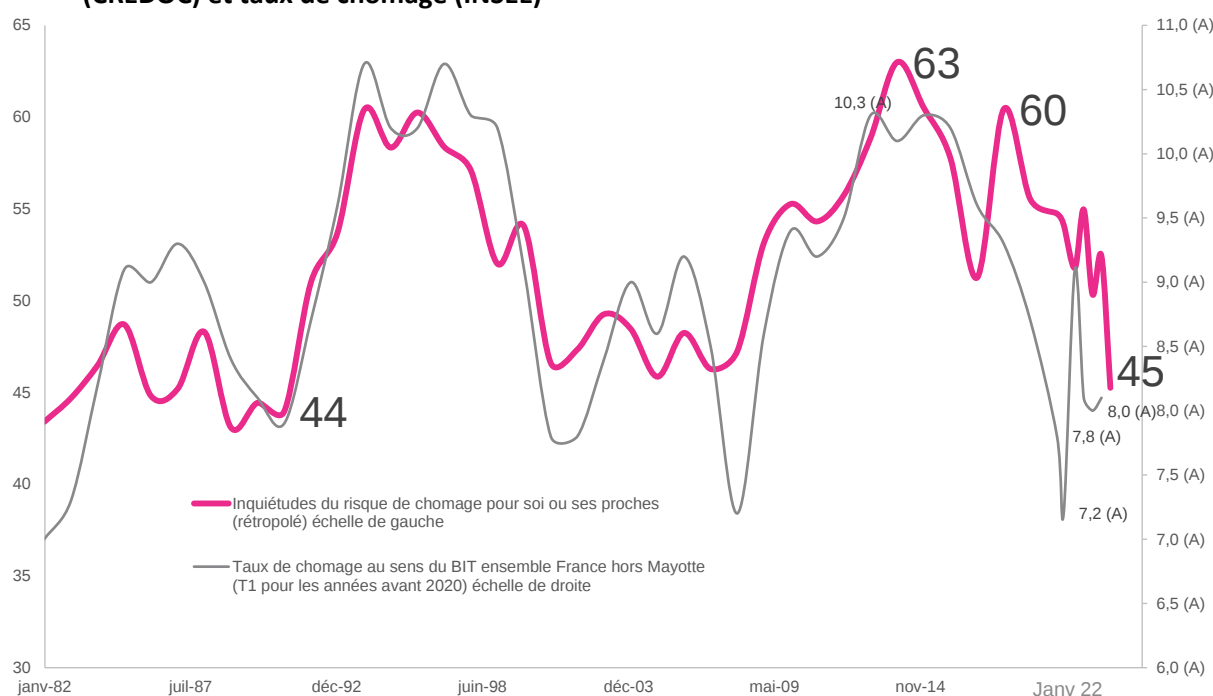
2021 et revient à son niveau d'avant-crise (-0,1 % par rapport au quatrième trimestre 2019), Comptes nationaux trimestriels - première estimation - troisième trimestre 2021, Informations Rapides · 29 octobre 2021 · n° 281

¹⁷ Au troisième trimestre 2021, le taux d'emploi est au plus haut (67,5 %) et le taux chômage est quasi stable (8,1 %) chômage au sens du bit et indicateurs sur le marché du travail (résultats de l'enquête emploi) (bit) - troisième trimestre 2021, Informations Rapides · 19 novembre 2021 · n° 295

¹⁸ Note : données révisées ; données CVS-CJO en date de jugement.

Source : Banque de France (extraction du 12 janvier 2022 par l'Insee)

Graphique 14 – Inquiétudes vis-à-vis du risque de chômage pour lui-même ou ses proches (CREDOC) et taux de chômage (INSEE)



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations (Inquiétudes vis-à-vis du risque de chômage pour lui-même ou ses proches, Données antérieures à 2015 rétropolées pour tenir compte de l'effet du changement de mode de recueil, INSEE (Taux de chômage au sens du BIT ensemble France hors Mayotte, T1 pour les années avant 2020, échelle de droite)

Les indicateurs économiques concernant les ménages convergent aussi vers un retour à la « normale », voire une amélioration liée aux multiples dispositifs de soutien mis en place.

- Le taux de **pauvreté**, mesurant la proportion de la population se situant en deçà de 60% des revenus médians, se maintient à 14,6%¹⁹.
- La Banque de France signale même une **baisse des dépôts de dossiers pour sur-endettement** entre 2019 et 2020 (-24%)²⁰. Les travaux de l'Insee à partir des données bancaires de La banque postale (disponibles plus rapidement que les données fiscales, et intégrant une vision plus large : économie informelle, dépenses, mais portant sur des foyers un peu plus âgés et plus modestes que la moyenne) montrent une **diminution des découverts bancaires**²¹. Le Conseil d'Analyse Economique²², à partir des données du Crédit mutuel, indique aussi une **baisse de différents indicateurs de précarité bancaire** entre décembre 2019 et 2020 (moins de comptes courants dans le rouge, moins de dépassement de découvert autorisé, moins de rejets de prélèvement, et moins de ménages ayant connu des mouvements débiteurs déclenchant la commission d'intervention).

¹⁹ Estimation avancée du taux de pauvreté monétaire et des indicateurs d'inégalités

En 2020, les inégalités et le taux de pauvreté monétaire seraient stables, Insee analyses no 70, 03/11/2021.

²⁰ Crise Covid-19 et surendettement des ménages : une baisse record du nombre de dossiers déposés en 2020, Bulletin de la Banque de France 238/2 - novembre-décembre 2021

²¹ Odran Bonnet, Tristan Loisel, Tom Olivia (Insee), Impact de la crise sanitaire sur un panel anonymisé de clients de La Banque Postale Les revenus de la plupart des clients ont été affectés de manière limitée et temporaire, Insee Analyses n°69, 11/2021, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5760458>.

²² Conseil d'analyse économique, Étienne Fize, Camille Landais et Chloé Lavest, Consommation, épargne et fragilités financières pendant la crise Covid : quelques enseignements additionnels sur données bancaires, Focus n°054-2021

- **L'épargne financière** des ménages (la somme des placements financiers de laquelle on retire la somme des crédits bancaires) a progressé, selon la Banque de France²³, de 183,9 milliards entre 2019 et 2020 et de 117,3 milliards en cumul de janvier à octobre 2021. La progression était avant la crise +67.5 milliards d'euros entre 2018 et 2019. L'enquête CAMME de l'Insee²⁴ révèle qu'en mars 2021, **44 % des ménages déclarent mettre de l'argent de côté, soit 4 points de plus** qu'un an auparavant. La part des ménages déclarant mettre de l'argent de côté a surtout augmenté durant le premier confinement, baissé de manière modérée jusqu'en décembre puis augmenté faiblement depuis le début de l'année 2021.

Finalement, malgré une production et une consommation en net repli, le **revenu disponible de l'ensemble des ménages a augmenté de 1,0 %** et le pouvoir d'achat par unité de consommation est resté stable.²⁵

Il faut dire que des dispositifs de **soutien ont été mis en place dans des proportions exceptionnelles** : aides financières, chômage partiel, report de cotisations, mécanismes de soutien pour certains secteurs, aides exceptionnelles fléchées massivement vers les plus modestes. Au total, entre la diminution des recettes liées à une moins grande collecte d'impôts, et la progression des dépenses, l'endettement de la France est ainsi passé de 2 380,1 milliards d'euros en fin 2019 à 2 739,2 milliards d'euros fin 2021, soit 360 milliards d'euros consacrés directement ou indirectement par la puissance publique à limiter la contagion de la maladie dans le pays et ses conséquences sociales.

Le retour à la « normale » des indicateurs de situation économique

Les données de **perceptions** recueillies par le CREDOC **convergent** sur une situation de retour à l'avant crise **pour une majorité de la population** :

- 51% de nos concitoyens indiquent en janvier 2022 devoir **se restreindre financièrement** régulièrement sur leurs dépenses, le taux était de 56% en janvier 2020. Le « pas de côté » constitué par le premier confinement qui avait conduit les ménages à ré-évaluer positivement leur situation est quasi-effacé.
- 69% des actifs aspirent à davantage de **pouvoir d'achat** (plutôt que plus de temps libre), le taux était de 70% avant le début de la crise sanitaire. Là encore, le souhait de profiter de son temps libre alors que la consommation était très largement empêchée pendant le premier confinement, semble avoir disparu une fois l'activité redémarrée (magasins ouverts, déplacements, reprise d travail en présentiel au moins en partie, etc).
- 24% pensent même que leurs **conditions de vie vont s'améliorer** au cours des cinq prochaines années, soit un sentiment plus répandu que début 2020 (18% étaient de cet avis), signe qu'une partie de la population estime que le plus dur est passé.

²³ « Le surplus d'épargne s'est constitué surtout lors des mois de confinement en 2020 (mars, avril, mai et novembre). Son accumulation s'est poursuivie en 2021, mais de façon de moins en moins importante au fil des trimestres : le surplus ne s'est accru que de + 6 milliards d'euros au troisième trimestre 2021, après + 22 milliards au deuxième trimestre et 27 milliards au premier trimestre ».

Source : L'impact de la crise du Covid-19 sur la situation financière des entreprises et des ménages, à fin octobre 2021

²⁴ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5387932>

²⁵ Impact de la crise sanitaire sur un panel anonymisé de clients de La Banque Postale

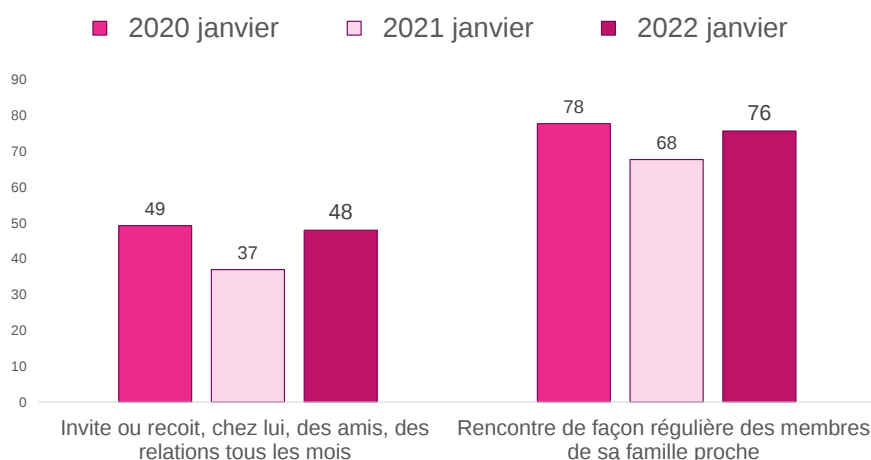
Les revenus de la plupart des clients ont été affectés de manière limitée et temporaire, Insee analyses
No 69, 03/11/2021

Une sociabilité retrouvée, les voisins en plus

Au cœur des mesures de protection sanitaire, la distanciation sociale a été recommandée sous différentes formes : garder une distance d'au moins un mètre avec les autres, éviter de se serrer la main et arrêter les embrassades, limiter les regroupements à moins de six personnes, recommandation de limiter les sorties. Les **espaces de rencontre, où le lieu fait le lien, ont aussi été fortement contraints** : fermetures, jauges ou limitations à l'entrée avec le pass sanitaire puis vaccinal pour des lieux de loisirs, de culture, de sport, restaurants, cafés, boîtes de nuits, les festivals. Encouragement au télétravail et restrictions sur les possibilités de déjeuner à plusieurs en entreprise limitant les interactions entre collègues. Enseignement à distance avec une quasi-fermeture des universités, demi-jauge à l'école, et limitation des sorties extra-scolaires, du « brassage » entre les classes. Les contacts avec les personnes âgées ou vulnérables sont plus particulièrement touchés, notamment via les mesures de restriction des visites dans les EHPAD. Et bien sûr le port du masque quasi-généralisé, limitant les échanges non verbaux, dont on sait qu'ils produisent une partie des échanges et relations. Dans un climat où l'autre est potentiellement porteur de maladie et de mort, les réglementations des autorités sanitaires ne sont pas les seules à orienter les comportements : **la peur du virus** pour soi, ou ceux que l'on aime, ou le **souhait d'être un bon citoyen** qui « se protège ou protège les autres », pour reprendre les mots de campagnes de santé publique, conduisent une partie de la population à limiter d'eux-mêmes leurs interactions, parfois au-delà des recommandations.

Là aussi, différents indicateurs montrent que la population **semble reprendre le chemin des liens sociaux**. La proportion de personnes qui reçoivent des amis chez eux, ou qui déclare rencontrer régulièrement des membres de sa famille proche ont quasi retrouvé leur niveau d'avant crise.

Graphique 15 – Quelques indicateurs de sociabilité



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

Les différentes contraintes (déplacements dans un périmètre de moins d'un km, puis de 20 km, couvre-feux) ont visiblement favorisé les échanges avec des contacts en proximité géographique. Et les **relations de voisinage** survivent à la période. 54% des Français indiquent ainsi discuter une ou plusieurs fois par mois avec leurs voisins, et 29% même toutes les semaines, c'est respectivement +7 points et +4 points que les taux mesurés avant l'arrivée du covid-19 dans le pays.

Graphique 16 – Discutent une ou plusieurs fois par mois avec leurs voisins au-delà de l'échange de pure politesse : « Bonjour – bonsoir »

47% des individus discutent une ou plusieurs fois par mois avec leurs voisins (25% une ou plusieurs fois par semaine)



Janvier 2020

47% des individus discutent une ou plusieurs fois par mois avec leurs voisins (23% une ou plusieurs fois par semaine)



Janvier 2021

54% des individus discutent une ou plusieurs fois par mois avec leurs voisins (29% une ou plusieurs fois par semaine)

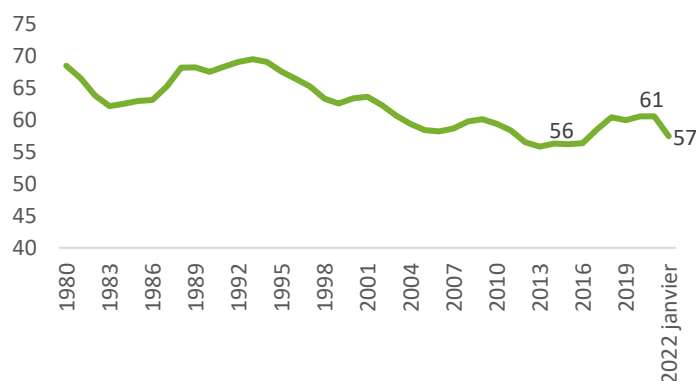


Janvier 2022

Source : CREDOC, Baromètre des solitudes pour la Fondation de France, janvier 2022

L'envie de **s'ouvrir à une sociabilité extérieure à l'enceinte de la famille** est également présente. Après plusieurs années, dont les années pandémiques, où la cellule familiale apparaissait comme le seul endroit où l'on pouvait se sentir « bien et détendu », dans un environnement baigné d'incertitudes (57%, -4 points/2020).

Graphique 17 – Est d'accord avec l'idée : "La famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu" ?

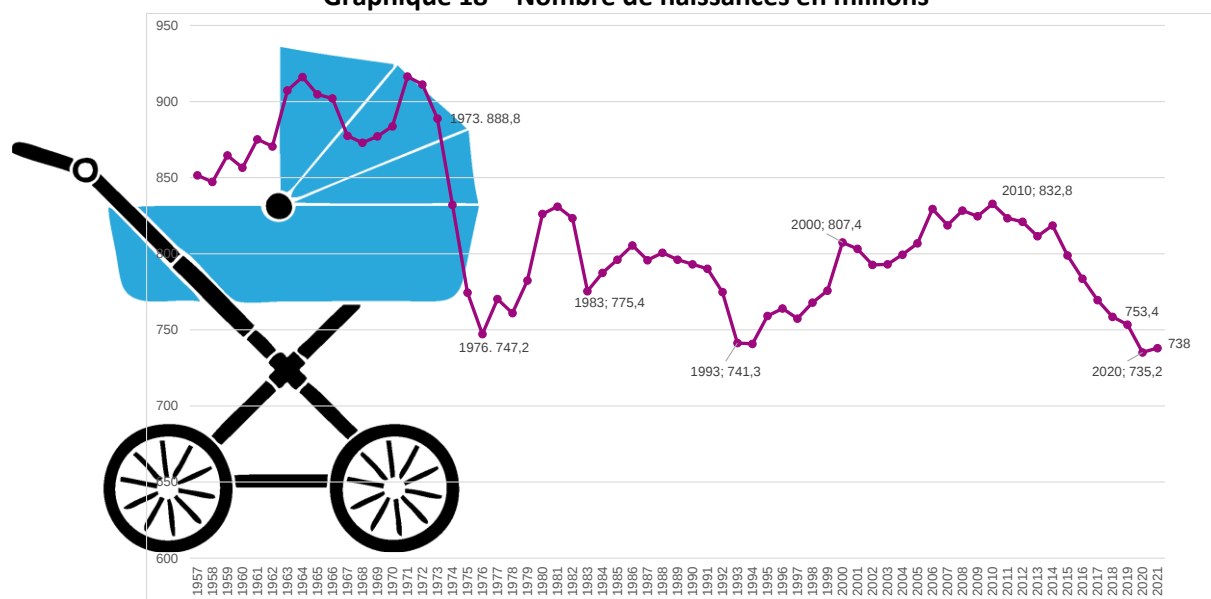


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

Données lissées (avec un coefficient de 0.25 pour l'année précédente, 0.5 pour l'année en cours, 0.25 pour l'année suivante, sauf pour la dernière année 0.25 et 0.75)

Autres signaux d'une certaine « reprise » de la vie d'avant. Les mariages sont revenus à leur niveau d'avant crise (220 000 célébrés en 2021 contre 157 000 en 2020 et 227 000 en 2019). Le **nombre de naissances** est même légèrement reparti à la hausse (+3000 bébés, +0.4% par rapport à 2020) après une décennie orientée à la baisse (-1.2% en moyenne par an au cours de la décennie 2010).

Graphique 18 – Nombre de naissances en millions



Source : INSEE, bilan démographique 2021, janvier 2022.

Avec quelques transformations



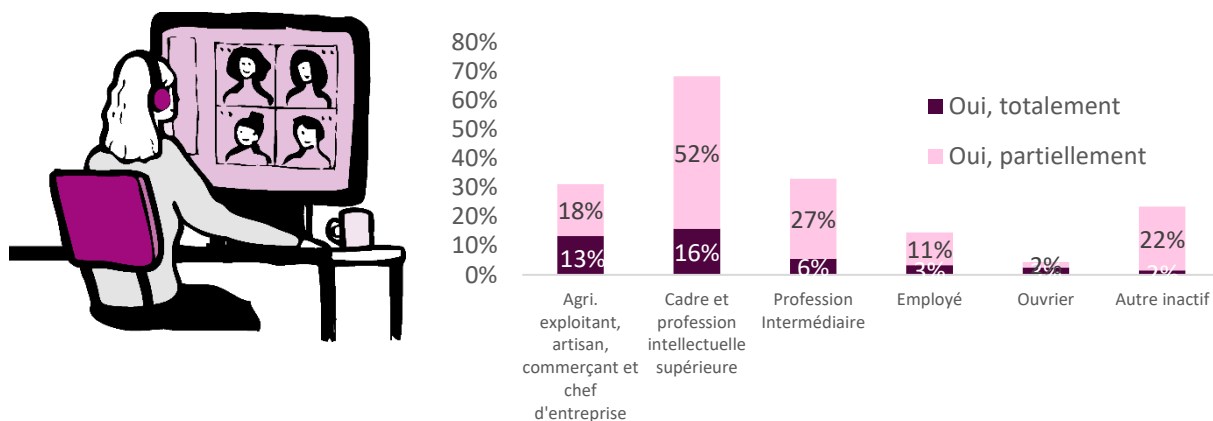
Photo by Pan Yunbo on [Unsplash](https://unsplash.com/photos/pan-yunbo)

La révolution du télétravail des cadres

68% des cadres et professions intellectuelles supérieures sont actuellement en télétravail. 52% à temps partiel et 16% à temps complet. C'est pour cette catégorie professionnelle, un changement massif. Et sans commune mesure avec les taux observés dans les autres catégories.

Corrélativement au profil des cadres, le télétravail est bien plus répandu chez les hauts revenus (49%) vs 16% des bas revenus, les hommes (33%) vs 23% des femmes.

Graphique 19 – Exerce actuellement votre activité professionnelle en télétravail



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations pour Action logement

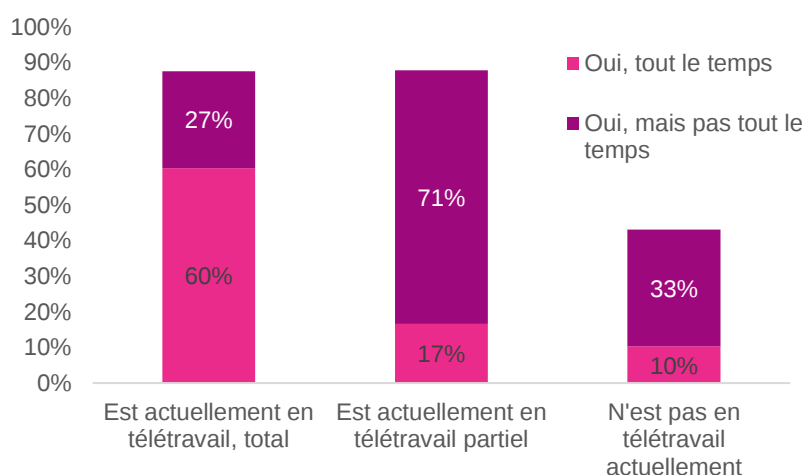
Au sein des cadres²⁶. On constate des taux encore plus élevés :

- en **agglomération parisienne** (81%) et **grandes agglomérations** (64%)
- **chez les 25-39 ans** (75%), bien davantage que chez les 18-24 ans (55%)

La satisfaction par rapport à la situation actuelle est très grande. Toutes catégories professionnelles confondues, 60% des personnes en télétravail à temps complet considèrent leur situation comme idéale. 71% des personnes en télétravail quelques jours dans la semaine estiment que le télétravail à temps partiel est idéal.

²⁶ si l'on cumule les différentes vagues de l'année 2021 et le début de 2022 pour avoir des effectifs robustes (1200 cadres interrogés dans le cadre de 4 vagues d'enquête janvier 2021, mai 2021, septembre 2021, janvier 2022)

Graphique 20 – Vous-même, dans l'idéal, souhaiteriez-vous être en télétravail

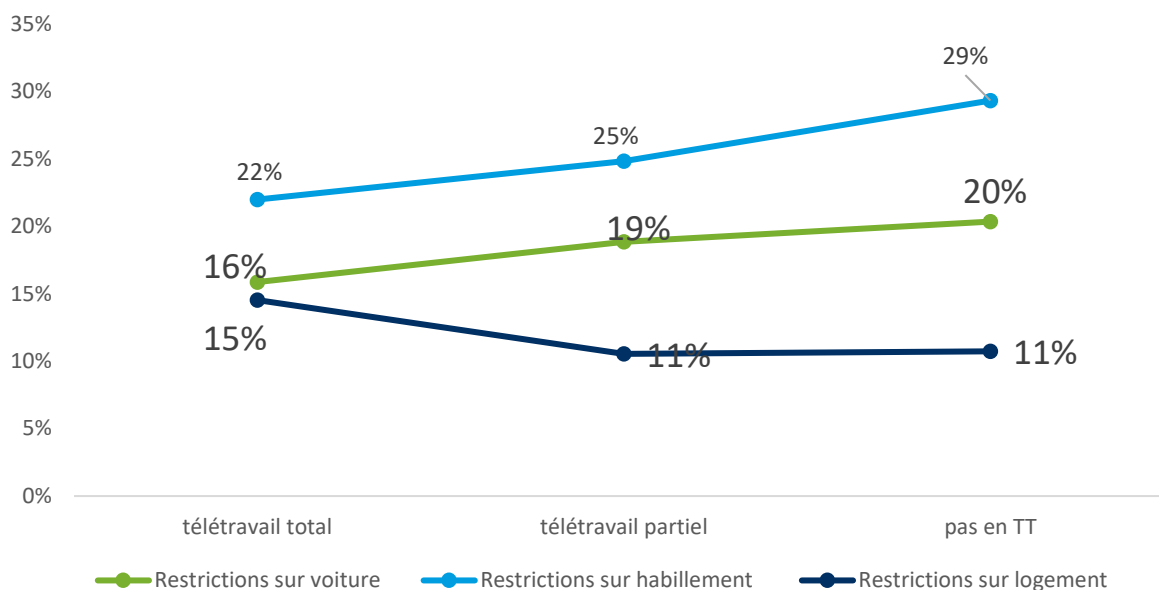


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations pour Action logement

Le télétravail est en effet à la fois un **moyen de gagner du temps** : il est d'autant plus présent (toutes catégories professionnelles confondues) que le temps de transport est important (33.5 minutes en moyenne pour les personnes en télétravail partiel, contre 22.3 minutes pour celles qui ne sont pas en télétravail, et 24.8 minutes en moyenne pour les actifs (hors télétravail complet)).

Et **une source d'économies**. Le sentiment de restriction financière sur les dépenses de voiture, mais aussi d'habillement est sensiblement plus faible chez les cadres qui travaillent de chez eux. On pourra à l'inverse noter l'envie plus grande de pousser les murs et aménager son intérieur qui transparait chez les cadres en télétravail à temps complet : 15% déclarent devoir se restreindre sur leurs dépenses de logement contre 11% pour les autres cadres.

Graphique 21 – Cadres et professions intellectuelles supérieures déclarant devoir se restreindre sur leurs dépenses de voiture, de logement, et d’habillement selon leur fréquence de télétravail dans la semaine



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, cumul vagues de sept 2020, janvier 21, mai 21, sept 21, janvier 22

Des stigmates pour les lieux « non essentiels »

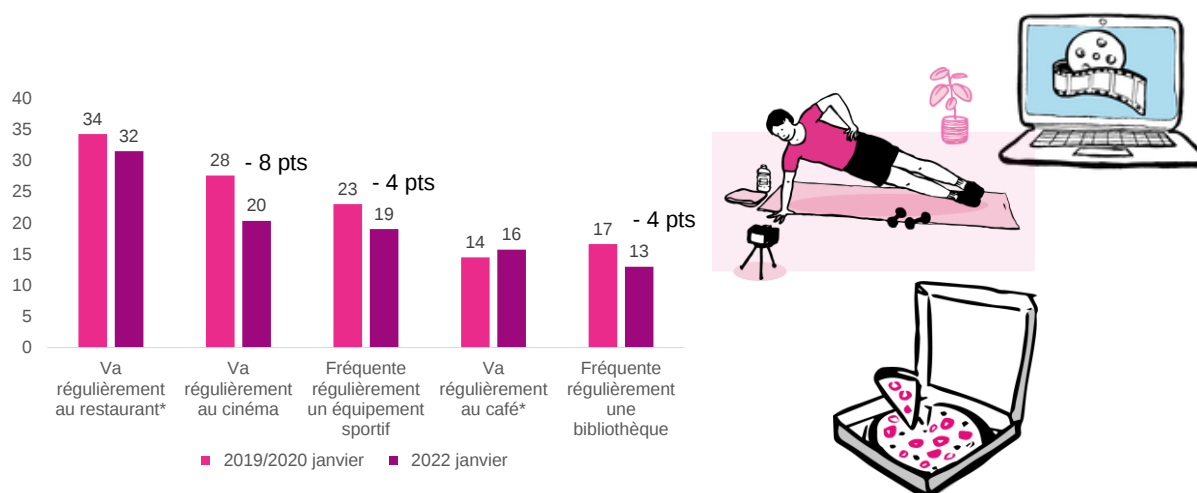
Deuxième trace laissée par la crise, la ligne de démarcation entre les lieux, les activités jugées « essentielles » ou non essentielles reste encore vivace. Là aussi le retour à la « normale » semble enclenché. Mais, quels que soient les lieux ou activités à propos desquels on les interroge, la fréquence de fréquentation a diminué par rapport à la période pré-pandémique, à l’exception notable des cafés (16% y vont régulièrement, soit +2 points par rapport à 2019), probablement en liens avec les sociabilités de voisinage dynamisées.

Dans le cas des bibliothèques et équipements sportifs, il s’agit de la poursuite de tendances qui pré-existaient à la pandémie. La fréquentation de bibliothèques étant en baisse depuis de nombreuses années. Celle des équipements sportifs grignotée par le développement des pratiques individualisées, sans horaires fixes, ni contraintes liées au collectif, facilitées notamment par les applications et autres coachs numériques²⁷.

Mais pour le cas des salles obscures, il s’agit d’une véritable rupture. Les **cinémas** souffrent d’une désaffection (20% déclarent y aller régulièrement soit -8 points/ 2019) à contrecourant de la tendance à la hausse qui était constatée au cours des trente dernières années. Et quels que soient les mois observés en période d’ouverture, le nombre d’entrées est systématiquement inférieur à celui observé avant crise (la différence la plus faible observée étant de -8% en décembre 2021/décembre 2019).

²⁷ Jorg MULLER, Les jeunes aiment le sport... de préférence sans contrainte, CONSOMMATION & MODES DE VIE N°CMV297, février 2018

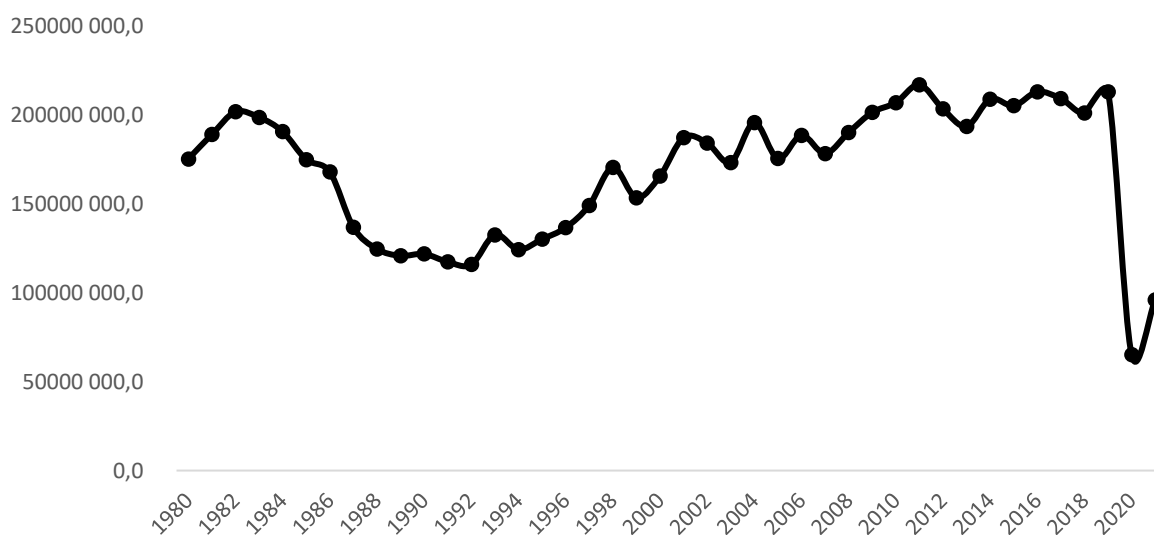
Graphique 22 – Déclare fréquenter « régulièrement » ...



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

* Données 2019 pour la fréquentation de restaurant et de café, janvier 2020 pour la fréquentation de cinéma et bibliothèque

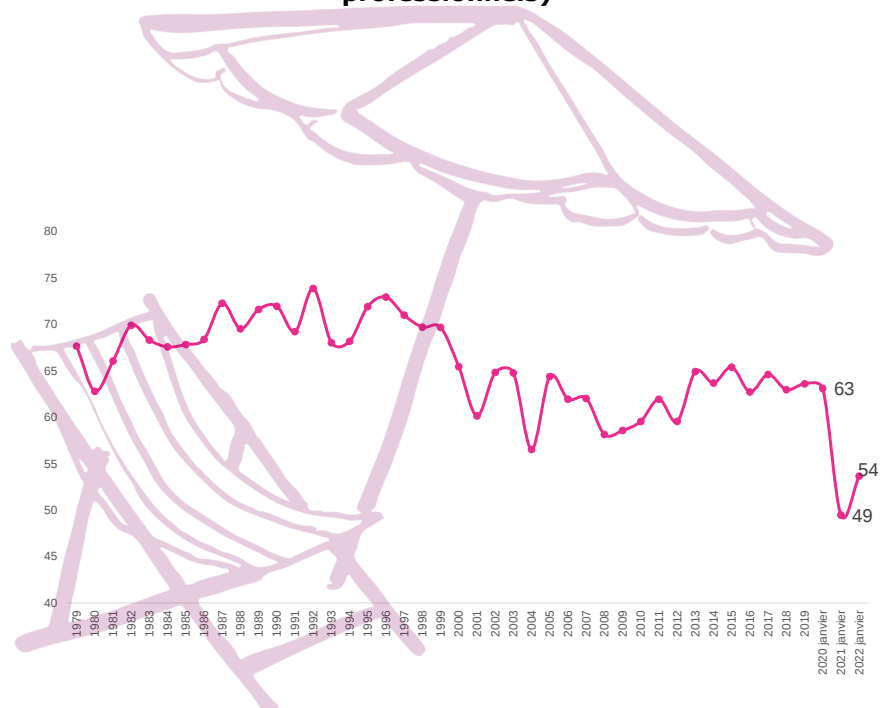
Graphique 23 – Entrées au cinéma



Source : CNC

Le taux de départ en vacances est, lui aussi, bien loin d'avoir retrouvé son rythme de croisière. Seuls 54% des Français déclarent être parti au moins 4 jours consécutives au cours des 12 derniers mois, soit 9 points de moins qu'avant la survenue du covid.

Graphique 24 – Taux de départ en vacances au cours des 12 derniers mois (au moins quatre nuits consécutives hors du domicile habituel pour des motifs autres que professionnels)



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2022

Données avant 2015 rétropolées pour tenir compte de l'effet du changement de mode de recueil

Les secteurs **de l'hébergement et la restauration, dans les arts et spectacles** ont en effet fortement été affectés durement par les confinements, couvre-feux, jauges à l'entrée, obligation de passe sanitaire, etc.²⁸. Même entre les périodes de restriction sanitaire, la fréquentation des lieux de spectacles, de loisirs, de tourisme²⁹ a chuté drastiquement pour différentes raisons : impossibilité pour la population à se projeter dans le futur et à prévoir, organiser, réserver ces activités, peur de la contagion et souhait d'être un bon citoyen en limitant ses interactions sociales au minimum, moindres déplacements, nouvelles habitudes prises.

Au total, selon l'Insee, au quatrième trimestre 2021, les **dépenses des ménages se sont normalisées pour la plupart des postes à l'exception de certains secteurs spécifiques qui restent déprimés : hébergement-restauration, services de transport et loisirs** (avec un retour seulement partiel du tourisme international) ou pour certains types de biens (achats de véhicules, du fait des problèmes d'approvisionnement bridant la production).³⁰

²⁸ Voir par exemple, sur le tourisme, Atout France, [noteconjoncturenov2021.pdf \(atout-france.fr\)](https://atout-france.fr/noteconjoncturenov2021.pdf)

Sur la situation des intermittents du spectacle, le rapport <https://www.vie-publique.fr/rapport/279603-situation-des-intermittents-du-spectacle-lissue-de-lannee-blanche>

²⁹Sandra Hoibian. (2021). La crise du Covid, potion amère pour les vacances, Crédoc, Consommation & Modes de Vie CMV318

<https://www.credoc.fr/publications/la-crise-du-covid-potion-amere-pour-les-vacances> [La crise du Covid, potion amère pour les vacances \(credoc.fr\)](https://www.credoc.fr/publications/la-crise-du-covid-potion-amere-pour-les-vacances)

La France a perdu en 2020 un tiers de son chiffre d'affaires de tourisme, [Tourisme : 60 milliards de perte pour la France en 2020 | Vie publique.fr \(vie-publique.fr\)](https://www.vie-publique.fr/rapport/279603-situation-des-intermittents-du-spectacle-lissue-de-lannee-blanche) Le tourisme emploie plus de 2 millions de salariés directs et indirects, dont 1,4 million d'emplois directs. Les secteurs directement liés à l'arrivée de touristes, comme l'hôtellerie et la restauration, représentent environ 6% du PIB.

Le CNC indique 6,5 millions d'entrées au cinéma en 2020 contre 21,3 millions en 2019, [Statistiques par secteur | CNC](https://www.credoc.fr/publications/la-crise-du-covid-potion-amere-pour-les-vacances)

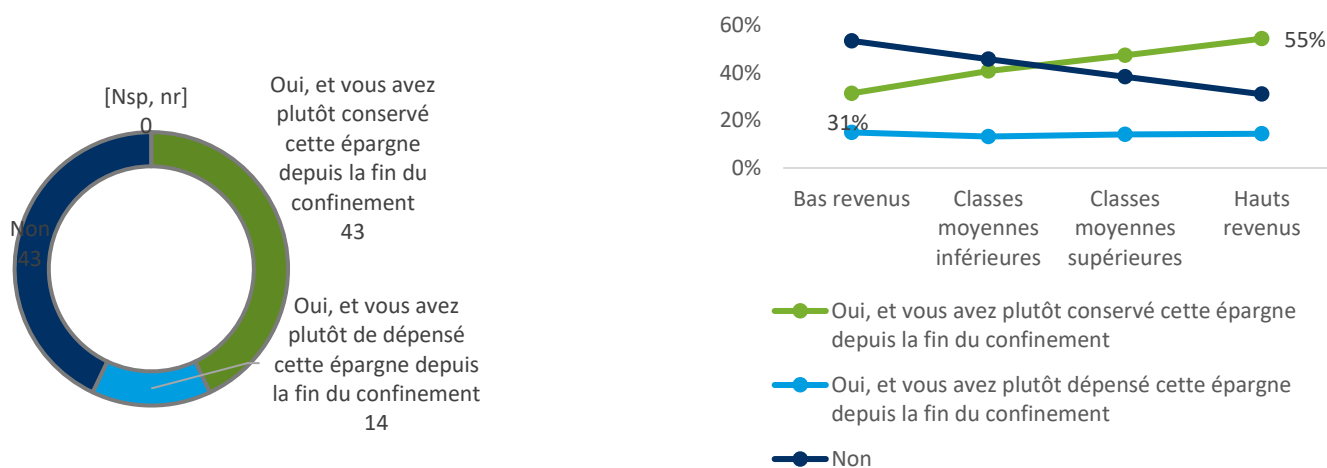
³⁰ INSEE, Consommation et investissement des ménages, Note de conjoncture, 14 décembre 2021

Epeuré par la foule

Parmi les différentes explications de ce retrait, certaines semblent avoir un effet minime :

- **le pass sanitaire puis vaccinal** : huit personnes sur dix indiquent au moment de l'enquête avoir leur schéma vaccinal complet. La fréquentation régulière des bibliothèques est identique (14% dans les deux cas) chez les vaccinés et non-vaccinés, celle des salles obscures a peine plus élevée (21% vs 18%)
- Les **questions financières** semblent pouvoir être écartées également, les ménages avec des pratiques régulières de loisirs étant, en moyenne, des catégories plutôt aisées. Or celles-ci se sont plus souvent constitués un matelas de précaution lors du premier confinement.

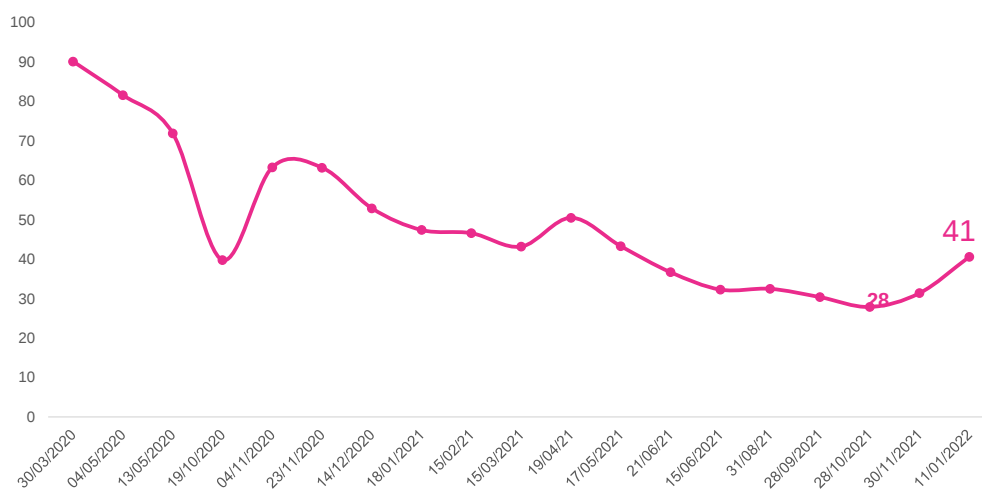
Graphique 25 – A mis de l'argent de côté pendant la période de [premier] confinement



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, septembre 2020

En revanche, le **rapport au collectif, et notamment aux grands groupes, aux rassemblements**, semble toujours empreint de prudence. En janvier 2022, l'enquête Coviprev de Santé publique France montre que quatre personnes sur dix indiquent qu'elles **évitent les regroupements et réunions** en face-à-face avec des proches qui n'habitent pas avec elles, et **jamais moins de 28% de la population**, quelles que soient les périodes d'enquêtes depuis deux ans.

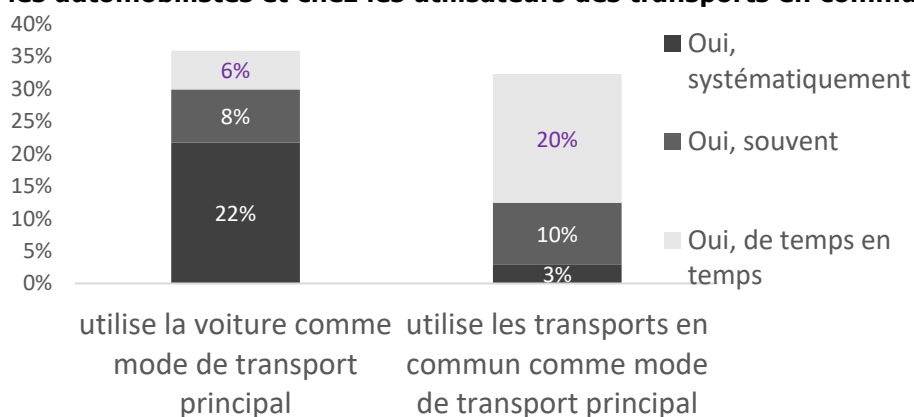
Graphique 26 – % Évite les regroupements et réunions en face-à-face avec des proches qui n’habitent pas avec eux



Source : Santé publique France, Enquête Coviprev

Un tiers des utilisateurs réguliers des transports en commun indiquent avoir **évité de les prendre au cours des derniers jours**. 13% l’ont même évité « systématiquement » ou « souvent ».

Graphique 27 – % Au cours des derniers jours, a évité les transports en commun (chez les automobilistes et chez les utilisateurs des transports en commun*)



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2022

*mode de transport défini par la réponse à la question Quel est le principal mode de déplacement que vous utilisez habituellement (pour vous rendre à votre travail, votre lieu d’études, faire vos courses, vos loisirs, rendre visite à vos proches, etc.)

En   le de France, la RATP indique un trafic en 2021 inférieur de 29 % à son niveau d’avant crise en 2019³¹. Les comportements d’évitement en matière de transport semblent se reporter sur la voiture (65%, +3 points par rapport aux autres) et **surtout sur la marche à pied** (17%, +5 points).

³¹ [Résultats annuels 2021 du groupe RATP - Corporate | RATP](#)

Graphique 28 – Mode de transport principal selon les comportements d'évitement des transports en commun

	évite systematiquement ou souvent de prendre les transports en commun	n'évite pas les TC
Mode de transport principal : La voiture	65%	62%
Les transports en commun	6%	16%
A pied	17%	12%
Le vélo	4%	3%
Aucun, vous ne sortez pas ou peu	3%	3%
La moto, scooter, mobylette	1%	1%
Le covoiturage	3%	1%
La trottinette	1%	1%
[Nsp, nr]		0%

Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2022

Autre signe de cette distance aux activités de groupe, les associations qui jouissaient pourtant d'une plutôt bonne image sont moins attractives que par le passé.

- quels que soient les types d'association étudiés, les adhérents sont moins nombreux cette année qu'avant le début de la pandémie (association sportive, -2 points/janvier 2020, association culturelle ou de loisirs -2 pts, association humanitaire, sanitaire ou sociale, -4 points, etc.). Au total des onze types de groupes et associations étudiés, on ne recense plus que 40% de la population indiquant participer aux activités d'une association contre 47% en janvier 2020.

La pandémie semble avoir accéléré la transformation de la participation citoyenne en bénévolat « spontané » et ponctuel, désaffilié : la proportion de personnes déclarant avoir donné du temps bénévolement dans un groupe ou une association a elle, un peu progressé (22%, +4 points/janvier 2021)

Loin des yeux, loin du cœur ? La distance aux collectifs ne s'arrête pas à la diminution de la participation physique.

- La **confiance dans les associations** est en baisse (65%, -2pts / 2020)
- Parmi les différents modes d'action proposés (vote, manifestation, concertation, etc.), sur lesquels nous reviendrons, seuls 8% de nos concitoyens estiment que donner de son temps bénévolement dans un groupe ou une association est un moyen pour que les choses bougent (-6 pts /par rapport à 2017 dernière échéance présidentielle)
- Le sentiment **d'appartenance à des collectifs** s'affadit. **Le sentiment d'appartenance à une communauté** qu'elle soit liée à une dimension identitaire ou à des pratiques de loisirs ou professionnelles ne retrouve pas tout à fait son niveau d'avant crise. La diversité des communautés auxquelles les individus se rattachent est aussi en baisse.

Graphique 29 – Evolution du sentiment d'appartenance à différentes communautés

A personnellement le sentiment d'appartenir à une communauté	2020 janvier	2022 janvier	Evolution 2022/2020
liée à sa profession	21	22	1
ses loisirs ou à vos passions	28	29	1
sa religion	16	13	-2
son pays d'origine ou au pays d'origine de sa famille	34	27	-6
liée à ses engagements ou opinions politiques	15	12	-3
liée à commune, à son quartier	27	24	-3
Une autre communauté	6	6	0
A personnellement le sentiment d'appartenir à au moins une communauté	58	56	-2
A le sentiment d'appartenir à au moins deux communautés	40	36	-4
Nombre moyen de communautés d'appartenance	1.4	1.3	-0.1

Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2022

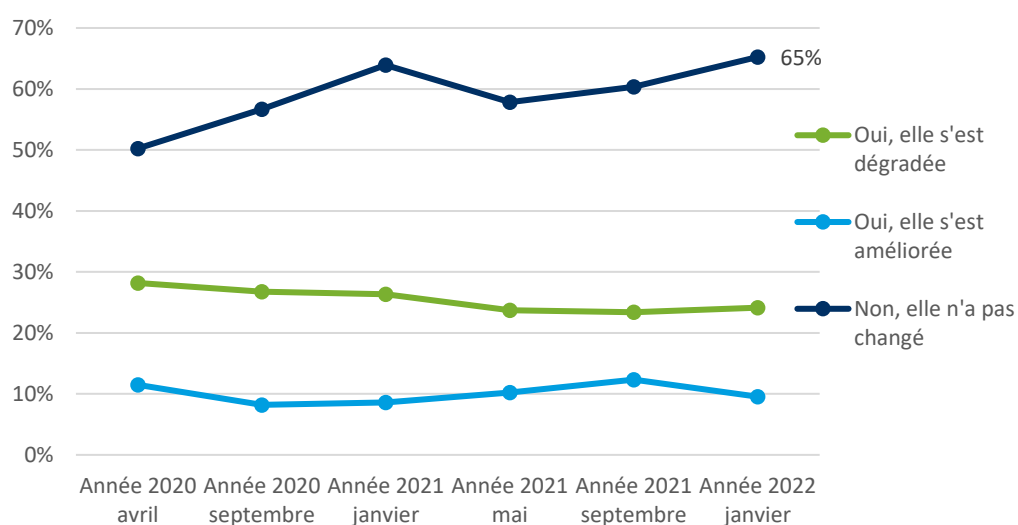
Une fragilisation des bas revenus, précaires, jeunes actifs et des anti-pass

Si, dans l'ensemble, le tissu économique et social a été préservé, la pandémie laisse quelques traces. Sur le plan financier, nous avons demandé à plusieurs reprises (en avril 2020, septembre 2020, janvier 2021, mai 2021, janvier 2022) aux interviewés si **la situation financière** de leur foyer avait évolué avec la crise sanitaire³². Il s'agit ici d'un point de vue global des ménages qui résume probablement différentes dimensions de leur équilibre financier : revenus et ressources, dépenses, stabilité de leur situation et perspectives à venir.

Les proportions évoluent relativement peu selon les moments d'interrogation. Une majorité (entre 50 et 46% selon les vagues d'enquête) indique n'avoir pas observé d'impact de la crise sur leur situation financière. Entre 28% et 23%, selon les moments d'interrogation, témoignent d'une dégradation de leur **situation financière**, soit une perception plus répandue que celle d'une amélioration (entre 9% et 12%). Au cours des 18 mois d'observation, la situation semble légèrement s'éclaircir puisque l'on constate une érosion de la proportion de Français qui signalent une dégradation, et un accroissement de la part indiquant une situation financière stable.

³² La question posée a un peu varié selon les vagues. En avril et septembre 2020 : Au final, diriez-vous que la situation financière de votre foyer a changé depuis les mesures de confinement ? En mai 21 : Au final, diriez-vous que la situation financière de votre foyer a changé en raison de la crise sanitaire ? En janvier 21 et septembre 21 La situation financière de votre foyer a-t-elle changé depuis les 3 derniers mois ?

Graphique 30 – Opinion sur l'évolution de la situation financière du foyer avec la crise sanitaire



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2022

L'analyse de ces données³³ met en évidence une fragilisation **économique** :

- Des **actifs des secteurs « non essentiels »** (l'hébergement et la restauration, dans les arts et spectacles) et **du secteur du transport**
- **Précaires, bas revenus, indépendants**
- Les **profils peu diplômés, ouvriers, employés, classes moyennes inférieures**, et en liaison, les **femmes**
- Les foyers **monoparentaux**, et en liaison les femmes et **25-39 ans**
- Les personnes qui travaillent dans des **entreprises privées**

³³ Pour un détail plus complet voir Sandra Hoibian, Situation économique des ménages et crise sanitaire : en majorité préservée mais des écarts qui se creusent , Cahier de recherche Caisse des dépôts groupe, [Cahiers de recherche | Groupe Caisse des Dépôts \(caissedesdepots.fr\)](https://caissedesdepots.fr/cahiers-de-recherche)

Graphique 31 – Catégories qui signalent plus souvent que la moyenne une dégradation de la situation financière de leur foyer avec la crise sanitaire

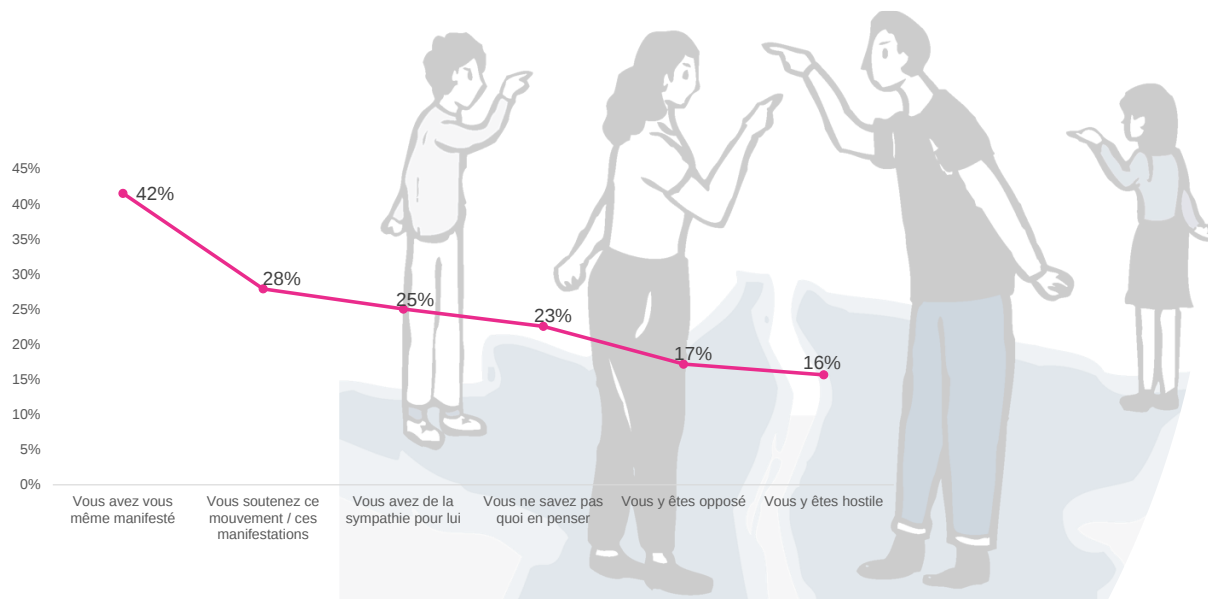
En moyenne dans l'ensemble de la population française (n=15000)	26%
Travaille dans l'hébergement et la restauration (n=201)	47%
A connu du chômage partiel (n=1079)	42%
A vu son CDD non renouvelé (n=535)	42%
Travaille dans le secteur des arts, spectacles et activités récréatives (n=85)	41%
Indépendants (n=682)	39%
Chômeur (n=1080)	39%
Est en interim (n=610)	38%
Dispose de bas revenus (n=4236)	37%
Travaille dans le secteur Transport et entreposage (n=352)	36%
Foyer monoparental (n=627)	36%
Ouvrier (n=1926)	35%
À durée déterminée (n=1467)	34%
Travaille dans le secteur des autres activités de services aux entreprises (n=471)	33%
Travaille dans le secteur Activités de services administratifs et de soutien (n=135)	32%
Couple avec enfants (n=3815)	32%
Employé (n=2253)	31%
25 à 39 ans (n=2842)	31%
A crée son activité (n=604)	31%
D'une entreprise privée (n=4921)	30%

Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, vagues d'avril 2020, septembre 2020, janvier 2021, mai 2021, septembre 2021 empilées soit 15 000 interviews

Sur le **plan social**, la période laisse également des stigmates. Une certaine **distance au groupe**, nous l'avons vu. Et également de **nouvelles lignes de faille** dans la cohésion sociale. Le sentiment de solitude est resté relativement stable dans toute la période, comme si les individus jugeaient systématiquement leur situation en comparaison avec leurs pairs. Mais l'on constate une différence de situation selon la position des individus par rapport à la vaccination.

29% des personnes n'ayant pas leur schéma vaccinal complet au moment de l'enquête de janvier déclarent se sentir seuls tous les jours ou presque ou souvent (+7 points par rapport aux personnes avec un schéma complet). Et plus la proximité idéologique aux mouvements anti-pass est forte et plus le sentiment de solitude est prégnant.

Graphique 32 – Se sent seul tous les jours ou presque ou souvent selon l’opinion sur les mouvements anti-pass



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, septembre 2021 et janvier 2022

Revenir à la sécurité du « Monde d'avant »



Photo by Pan Paige Cody on [Unsplash](https://unsplash.com/photos/pan-paige-cody)

*“ Chaque événement de l’histoire fait surgir un paysage inattendu,
d’actions, de passions et de potentialités neuves »*

Hannah Arendt, La nature du totalitarisme, 1954

La crise est, théoriquement, l’occasion de (re)nouveau. Réfléchir, revisiter ses routines, ce qui est « normal » et ce qui ne l’est pas, ce dont on peut se passer alors qu’on imaginait ne jamais pouvoir le faire, et ce qui est réellement essentiel. C’est aussi une occasion de découvertes, d’expérimentations, et de « potentialités neuves ». S’il était difficilement prévisible, la philosophe Hannah Arendt explique que l’évènement, cause de rupture, offre une occasion de relire le passé, les enchainements et les causalités, à l’aune de celui-ci. Dans le cas de la pandémie les exemples pourraient être nombreux (par exemple la dynamique des « flux » de marchandises qui avait longtemps été considérée comme plus efficient ? montre ses limites et la crise met en évidence la nécessité d’avoir des stocks stratégiques de certains produits, etc).

Pris dans une **succession incessante de crises**, ou du moins d’événements pensés sous un mode de rupture, **nos concitoyens semblent enclins à retrouver les bras de ce qui est connu**, qui a déjà fait ses preuves, qui peut rassurer et faire office de repère auquel s’accrocher. La crise n’est alors plus l’occasion de nouveau, mais un facteur qui pousse bien au contraire à retrouver le monde d’avant.

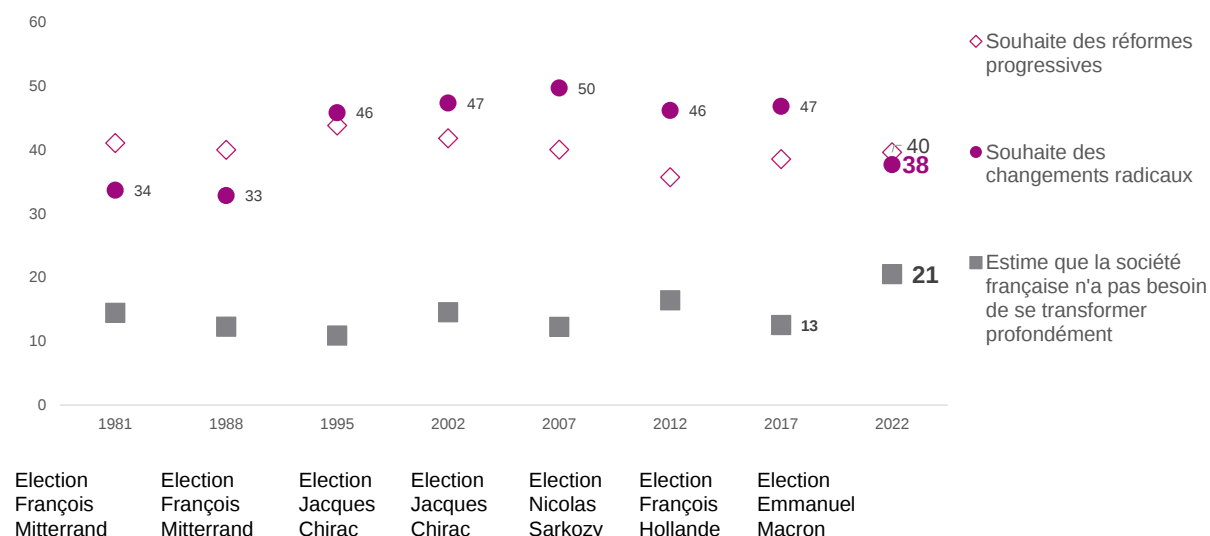
Plusieurs éléments convergent en ce sens.

L’envie d’enjamber l’élection présidentielle

Sur le plan politique, les années d’élection présidentielles constituent, depuis le début du XXIème siècle, un moment où s’exprime, dans la population, un souhait de changement radical de société. En 2002, 2007, 2012, et 2017 la proportion de nos concitoyens aspirant à un virage à 180 degrés de la société dépassait systématiquement l’aspiration à des changements plus modestes, ou de ceux qui prônaient plutôt le *statu quo*. En 2022, pris dans le tourbillon des crises, 40% de la population aspire à **des réformes progressives**, soit un taux supérieur au désir de changement radical (38%). Et surtout, 21% indiquent que la société française n’a pas à se transformer profondément. C’est le taux le plus élevé mesuré en année présidentielle mesuré au cours des sept élections des quarante dernières années.

Graphique 33 – Souhait de transformation de la société française en années d’élection présidentielle

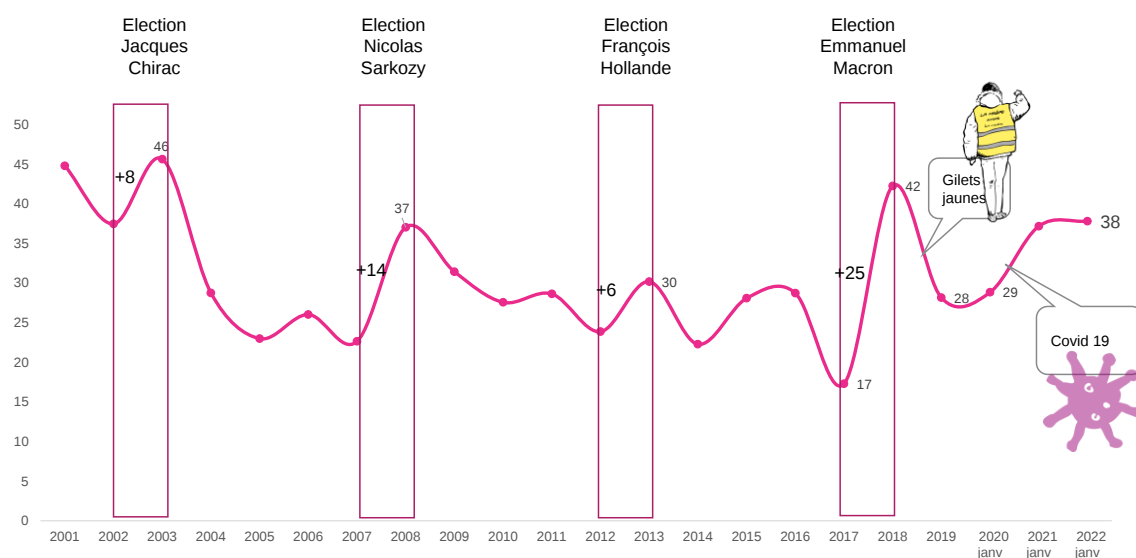
Estimez-vous que la société française a besoin de se transformer profondément ? Pour que la société change comme vous le souhaitez, êtes-vous pour des réformes progressives ou des changements radicaux ?



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

La confiance dans le gouvernement actuel pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement est à un niveau élevé. Quasiment aussi fort qu’au premier jour de l’élection d’Emmanuel Macron, qui avait suscité, rappelons-le, une vague d’espoir très vive dans la population, après que la confiance ait atteint son point le plus bas (17%) à la fin du quinquennat de François Hollande. Très vite, dès l’année suivante, ce rebond spectaculaire de confiance (+25 points) avait semblé être déçu (-14 points entre 2017 et 2018). Le mouvement des Gilets jaunes et son soutien dans l’opinion, ayant, d’une certaine manière, donné à voir la déception, voire la colère d’une partie de la population. La pandémie est venue balayer ces doutes. L’intervention massive de l’Etat tant sur le plan sanitaire qu’économique a sans nul doute renforcé la confiance dans le gouvernement, et plus globalement **la place du Régalien et de l’Etat** pour faire face aux tempêtes. La confiance dans la police gagne 5 points par rapport à 2020. Les entreprises publiques semblent bénéficier de ce regain de confiance (+7 points) qu’on ne constate pas pour les autres organisations. Les multiples aides et dispositifs de soutien à différentes catégories (indépendants, jeunes, ...) semblent avoir répondu au **sentiment d’invisibilité sociale et de relégation territoriale qui reculent tous deux** (52%, -6 pts/2019 ; 35%, -2pts/2021 et -12 pts/2018). L’enquête du CEVIPOF montre que le personnel politique apparaît plus honnête aux yeux de la population (32% en janvier 2022 vs 26% février 2020, +6pts).

Graphique 34 – Fait tout à fait confiance ou plutôt confiance, au gouvernement actuel pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

Le soutien à l'exécutif se combine ? au **souhait que le pays puisse fonctionner** après les multiples périodes de blocage : 2018 avec le mouvement des gilets jaunes, grèves contre la réforme des retraites en 2019 et périodes de confinements et d'arrêt économiques de 2020 et 2021. La compréhension envers des occupations ou blocages de lieux pour s'opposer à une décision que l'on désapprouve fortement, ou faire triompher une cause qui tient à cœur est orientée à la baisse (49%, -7 points par rapport à 2018).

81% déclarent qu'ils iront voter aux élections présidentielles. Les motivations au vote relèvent très majoritairement **d'une forme de devoir** (68% des réponses) : 32% indiquent qu'ils voteront pour faire barrage à un projet de société qui leur déplaît, 26% par devoir citoyen, 10% pour faire barrage à un candidat. Les votes d'adhésion sont beaucoup plus minoritaires.

Les plus certains d'aller voter se recrutent dans deux types de profils :

- d'un côté la **génération des baby-boomers** pour qui le vote de devoir persiste³⁴, ce qui est de moins en moins le cas parmi les générations post-baby-boom.
- d'un autre côté, beaucoup plus marginal, les personnes qui aspirent à un changement radical de société et espèrent que leur bulletin dans l'urne sera l'occasion de produire ce changement

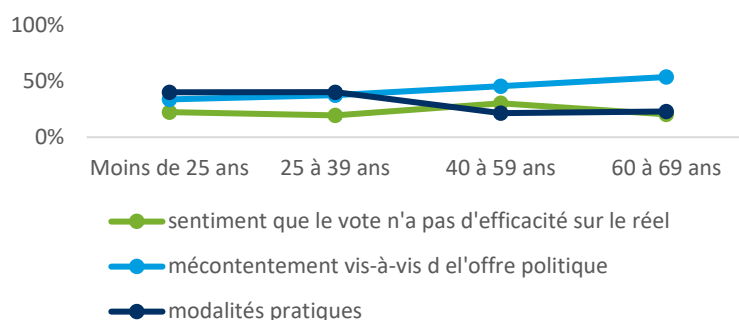
L'abstention quant à elle est le produit du cumul de trois logiques très différentes :

- un **mécontentement vis-à-vis de l'offre politique (40%)**, plus présent chez les plus âgés
- le **sentiment que le vote n'a pas d'efficacité sur le réel (27%)** et que d'autres modalités de participation citoyenne (s'exprimer sur internet, agir bénévolement dans un cadre associatif par exemple) auront plus d'impact
- un **éloignement des modalités concrètes** de vote (mal inscription, éloignement du bureau de vote) plus prégnant chez également chez les jeunes.

³⁴ Vincent Tiberj, « Voter ne suffit plus : Renouvellement générationnel, rapport à l'élection et transformation de la participation politique », Agora débats/jeunesses, ID : 10670/1.6rtmmd

Graphique 35 – Les trois grands ressorts de l’abstention selon l’âge

champ : ceux qui n’ont pas l’intention d’aller voter au premier tour de l’élection présidentielle



Les plus certains de voter (63% en moyenne)

70 ans et plus	78%
Retraité	77%
Hauts revenus	76%
60 à 69 ans	73%
Couple sans enfants	72%
Cadre et prof. intellectuelle supérieure	71%
Deux personnes	70%
Diplômé du supérieur	69%
Profession Intermédiaire	69%
Classes moyennes supérieures	69%
Souhaite un changement radical de société	68%

Quelle est votre principale motivation à aller voter au premier tour des prochaines élections présidentielles ?

Pour faire barrage à un projet de société qui vous déplaît	32
Par devoir citoyen	26
Pour soutenir un candidat	15
Pour soutenir un projet de société	13
Pour faire barrage à un candidat	10
Pour que les choses changent	4

Les plus éloignés du vote (63% de votes « certains » en moyenne)

Exprimer son opinion sur internet est l'action la plus efficace	39%
Moins de 25 ans	41%
Autres inactifs (Etudiants)	42%
Aucune action n'est efficace pour faire bouger les choses	47%
Bas revenus	49%
Participer à une manifestation	49%
Cinq personnes et plus	50%
Chômeur	53%
Ouvrier	53%
Donne de son temps bénévolement dans un groupe ou une association	53%
25 à 39 ans	54%
Personne au foyer	55%
Foyer monoparental	55%
Participer à une grève est le mode d'action le plus efficace	56%
Employé	57%
Trois personnes	57%
Ne souhaite pas de réforme pour la société française	57%

Pour quelle raison principale n’êtes-vous pas certain d’aller voter au premier tour des prochaines élections présidentielles ?

Vous pensez que ces élections ne changeront rien à votre vie quotidienne	21
Pour manifester votre mécontentement à l'égard des partis politiques	21
Aucun candidat ne défend ou représente vos idées	19
En raison de la crise de la COVID-19	9
Vous n'avez pas envie de vous déplacer pour aller voter	8
Vous pensez que le Président de la République n'a pas le pouvoir d'améliorer les choses	6
C'est trop compliqué	4
Vous ne pouvez pas vous déplacer pour aller voter	3
Vous ne savez pas où aller voter	3
Autre	2
Vous ne serez pas présent dans la commune où vous êtes inscrit pour voter	2
[Nsp, nr]	1

Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2022

Pas de « big quit » ni d'exode urbain pour l'instant

Sur le plan professionnel, la crise a donné lieu, notamment aux Etats Unis à un mouvement de retrait du marché du travail inédit. En novembre 2021, le nombre total de départs atteignait 6.3 millions³⁵, soit un chiffre beaucoup plus élevé qu'avant la crise. Et au total des nouveaux entrants et des départs, le taux d'emploi ne retrouve pas son niveau pré-covid dans le pays de l'Oncle Sam, signalant donc que des travailleurs ont choisi de quitter le marché de l'emploi. La tendance est très différente en France, puisque le **taux d'emploi a progressé** (nous évoquons plus haut son corollaire la baisse du chômage).

Il faut dire, au-delà de la reprise économique, que les situations sont très différentes d'un côté et de l'autre de l'Atlantique :

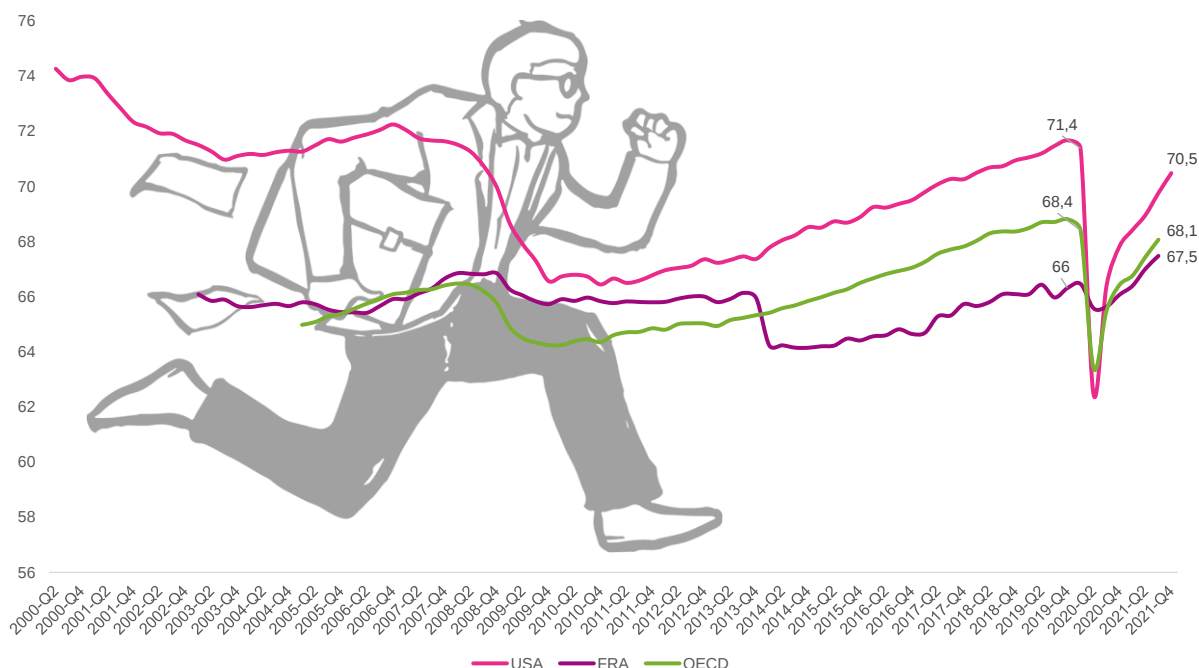
- il existe en France un **salaire minimum** qui limite l'existence des emplois à très faible rémunération, ce qui mécaniquement rend le travail plus attractif
- les **mécanismes de soutien financier** aux ménages face à la crise du covid ont été versés directement par l'Etat aux Etats Unis, tandis qu'en France le chômage partiel massif favorisait un maintien du lien avec l'employeur

Contrairement à ce qui été beaucoup dit, la crise de la covid n'a pas été l'occasion pour les salariés d'une « prise de conscience » d'un manque de sens de « bullshit jobs» pour reprendre la terminologie de l'anthropologue David Graeber. L'enquête du CEET auprès des salariés ayant effectué une visite auprès du médecin du travail montre plutôt l'effet inverse : entre le 1er octobre 2020 et le 30 avril 2021, seulement 10% des salariés déclarent que leur travail a perdu de son sens. 61% des salariés rapportent que la crise sanitaire n'a eu aucun effet sur leur rapport au travail. Enfin, **29% des salariés déclarent avoir le sentiment que leur travail a gagné en intérêt du fait de la crise sanitaire**, résumaient les auteurs de cette étude parue en juin 2021.³⁶ Parmi ces salarié.e.s, les « femmes employées, de moins de 30 ans, ayant relativement plus souvent des conditions d'emploi précaires dans les secteurs dits « essentiels » comme ceux du commerce, d'administration, santé et action sociale sont surreprésentées » en liaison avec une certaine valorisation et reconnaissance symbolique de l'importance de leur activité professionnelle.

³⁵ Bureau of Labor Statistics, U.S. Department of Labor, *The Economics Daily*, Number of quits at all-time high in November 2021 at <https://www.bls.gov/opub/ted/2022/number-of-quits-at-all-time-high-in-november-2021.htm> (visited March 24, 2022).

³⁶ Comment la pandémie de covid-19 a-t-elle bouleversé le rapport au travail ?, Connaissance de l'emploi, CEET, n°172, juin 2021

Graphique 36 – Le taux d’emploi est supérieur en France à son niveau d’avant crise, contrairement à la situation des Etats Unis



Source : OCDE, [Emploi - Taux d'emploi - OCDE Data \(oecd.org\)](https://data.oecd.org/employment/employment-rate/)

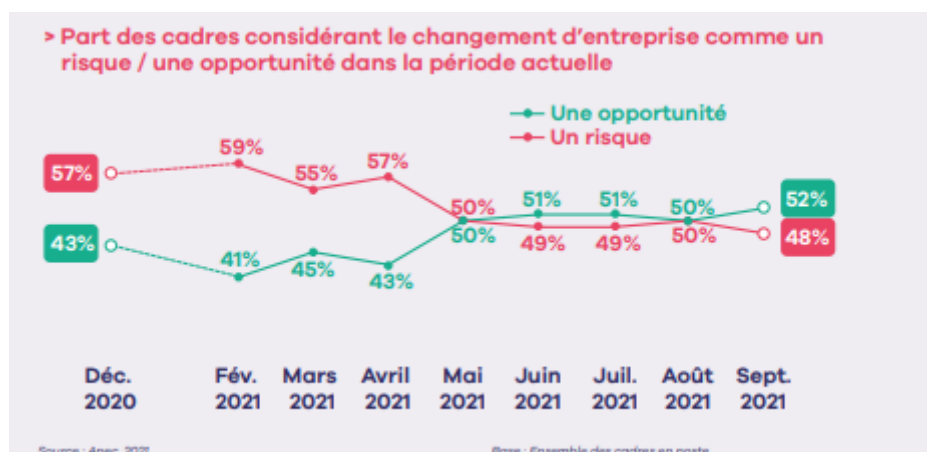
Comme les précédentes crises, la période pandémique a plutôt eu l’effet, pendant deux ans, de **geler la mobilité professionnelle** :

- Selon l’Unedic 24% des actifs en emploi estiment que la crise a été « un frein » au changement d’employeur, contre 16% qui jugent qu’elle a été « une occasion ». Et pour 21%, elle a été un « frein » aux possibilités de « changer de métier, faire une reconversion professionnelle », contre 20% qui y ont trouvé « une occasion ». ³⁷
- Même au sein des cadres du privé³⁸, population traditionnellement plus mobile, le risque perçu à changer d’employeur était largement supérieur à l’opportunité perçue

³⁷ [Baromètre Unedic : L’envie de changement professionnel, dopée par la crise ? | Unedic.fr](https://www.unedic.fr/actualites/le-barometre-unedic-l-envie-de-changement-professionnel-dopée-par-la-crise-2021)

³⁸ Baromètre Apec - 4e trimestre 2021 Une fin d’année dynamique en perspective pour le marché de l’emploi cadre

Graphique 37 – Part des cadres considérant le changement d’entreprise comme une risque/une opportunité dans la période actuelle



Source : Baromètre APEC, octobre 2021

Les envies d’ailleurs des jeunes cadres avec enfants

La reprise semblant poindre, les projets de changement pourraient progresser. En particulier notre enquête repère **12% des actifs occupés que la pandémie a amené à entamer une démarche reconversion professionnelle**. Cette démarche est plus souvent été initiée chez :

- 34% de ceux qui sont en télétravail total,
- 26% des chômeurs,
- 19% des 25-39 ans,
- 19% des indépendants, 16% des cadres, 15% des ouvriers
- 14% des couples avec enfants

En croisant ces démarches de reconversion professionnelle avec les intentions de déménager, on décompte **5% de la population** (3% d’actifs occupés, 1% de chômeurs, et 1% d’inactifs) qui sont engagés dans **un véritable changement de vie. Il s’agit de jeunes actifs, avec enfants, qui profitent du télétravail pour s’éloigner des centre-villes et aller vers la périphérie :**

- 77% d’entre eux ont **moins de 40 ans** (vs 34%) et en liaison 40% font partie des bas revenus vs 26% en moyenne
- 51% sont actuellement en **télétravail** (vs 28% en moyenne)
- 37% sont **diplômés du supérieur** (vs 31%)
- 33% sont des foyers de **4 personnes ou plus** (vs 23% en moyenne)
- 37% habitent des **agglomérations de 100 000 habitants et plus** vs 31% en moyenne
- 42% disent devoir se restreindre sur leurs **dépenses de voiture** vs 28% en moyenne
- 30% envisagent de déménager « **en banlieue ou périphérie** » vs 17% en moyenne

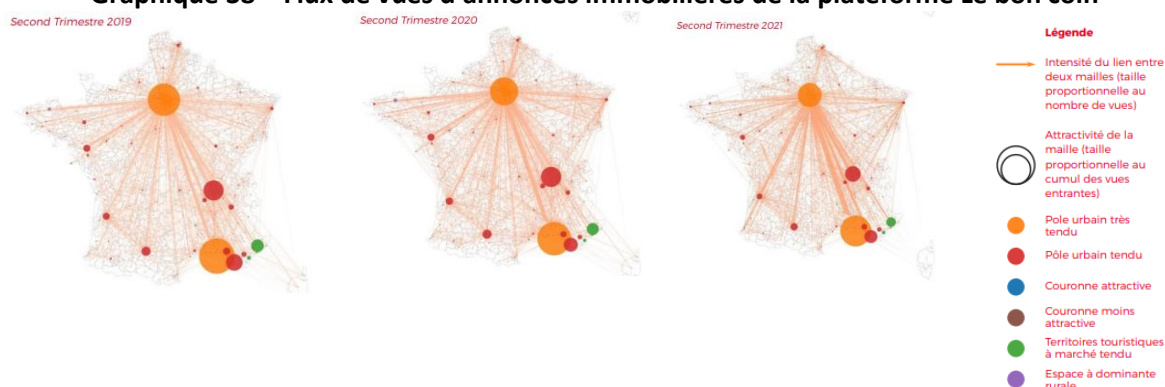
Différentes sources convergent sur ce « profil type »

- selon la DARES, entre les mois d’avril 2020 et 2021, les salariés du privé déménagent davantage qu’au cours des douze mois précédents (12,3 % contre 11,8 %), mais **un peu moins souvent à plus de 100 kilomètres**.

- Les résultats de travaux menés par le CREDOC³⁹ à partir des flux de vues d'annonces immobilières de la plateforme Le bon coin, quel que soit le motif (résidence principale, secondaire, etc.), en fonction du lieu de connexion et de l'adresse du bien référencé montrent qu'il n'y a pas de caractère « massif » des déplacements des espaces urbains vers les espaces ruraux, mais repèrent **des petits flux** qui viennent renforcer des tendances principalement pré-existantes :
 - **métropolisation,**
 - **périurbanisation,**
 - **attractivité des littoraux**

Les départs touchent **plutôt les grandes villes - la capitale en premier lieu.**

Graphique 38 – Flux de vues d'annonces immobilières de la plateforme Le bon coin



Source : Alexandre Coulondre, Claire Juillard, Marianne Bléhaut Janvier 2022, in Exode urbain? Petits flux, grands effets, les mobilités résidentielles à l'ère (post-)covid

- les données sur les inscriptions scolaires avant et depuis la crise produites par le géographe Bouba Olga montrent aussi que des mobilités résidentielles se sont produites au détriment de certaines **métropoles** et au profit de certains territoires hors métropoles, notamment pour des **couples plus jeunes, dont les enfants sont scolarisés en école élémentaire ou en école primaire**⁴⁰

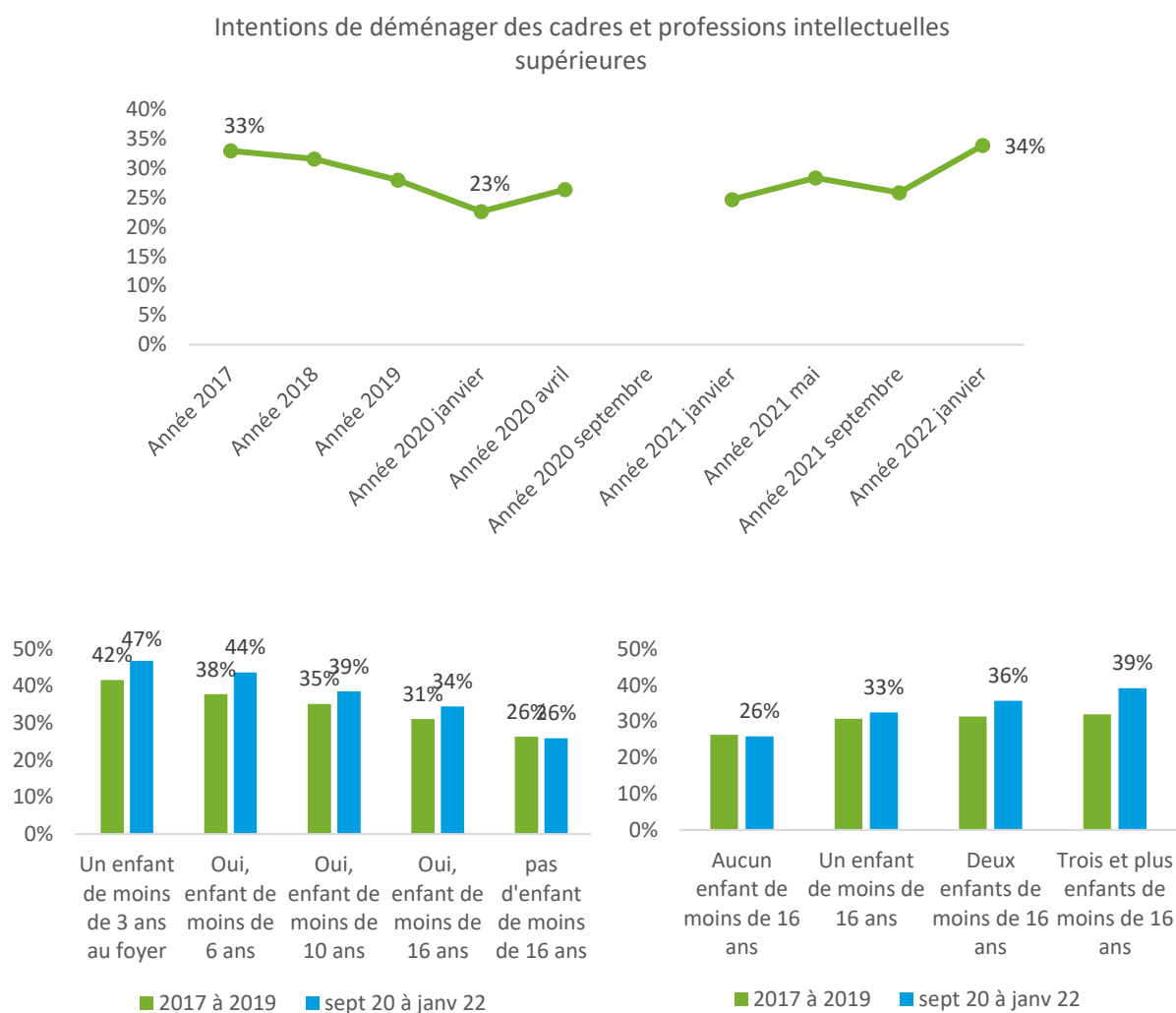
³⁹ Source Leboncoin, exploitation Alexandre Coulondre, Claire Juillard, Marianne Bléhaut Janvier 2022, in Exode urbain? Petits flux, grands effets, les mobilités résidentielles à l'ère (post-)covid

⁴⁰ [data \(nouvelle-aquitaine.pro\)](https://data.nouvelle-aquitaine.pro) Olivier BOUBA-OLGA & Etienne FOUQUERAY (DITP, Pôle DATAR, Région Nouvelle-Aquitaine), Géographie du monde d'après : assiste-t-on à un « exode urbain » ?, janvier 2022

La mobilité et les changements professionnels devraient s'amorcer plutôt en 2022.

- **la part des cadres de moins de 35 ans envisageant un changement d'entreprise** au cours des 12 prochains mois est passée de 43% en septembre 2020 à 61% en septembre 2021 (baromètre APEC)
- **les intentions de déménager** augmentent chez les cadres +11 pts/2020, (et les professions intermédiaires +9pts) et les foyers avec enfants

Graphique 39 –Envisage de changer de logement au cours des deux prochaines années



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations pour Action logement, cumul 2017 à 2019 vs septembre 20 à janvier 2022

Deux années de « pause » sur le plan sociétal

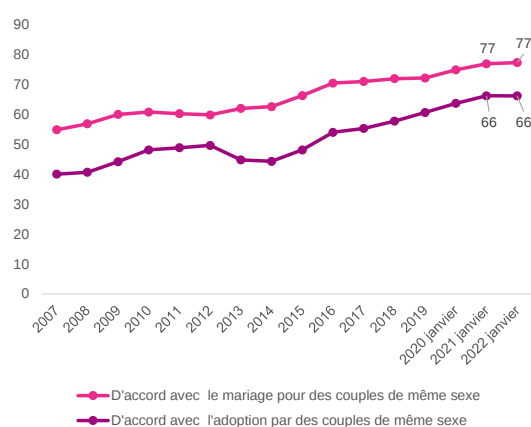
La pandémie semble avoir plutôt mis sur pause les mouvements d'ouverture aux différentes questions sur le genre. L'assentiment au mariage de personnes de même sexe ou à l'adoption de couples de même sexe, possibilité légalisée depuis la loi de 2013, semble atteindre un pallier.

En 2021, les Etats Unis délivraient leur premier passeport avec le genre « X » à une personne qui ne se reconnaît pas dans les choix traditionnels « masculin » ou « féminin ». En France, **l'opinion est très partagée** 48% y sont favorables, 52% opposés à l'idée que les documents administratifs comme la carte nationale d'identité ou le passeport devraient prévoir la possibilité d'un genre autre que féminin ou masculin (et 40% des moins de 25 ans s'y opposent aussi). Les différences générationnelles sont en la matière très élevées. Toutefois, même chez les jeunes, 40% indiquent qu'ils seraient opposés à une telle possibilité.

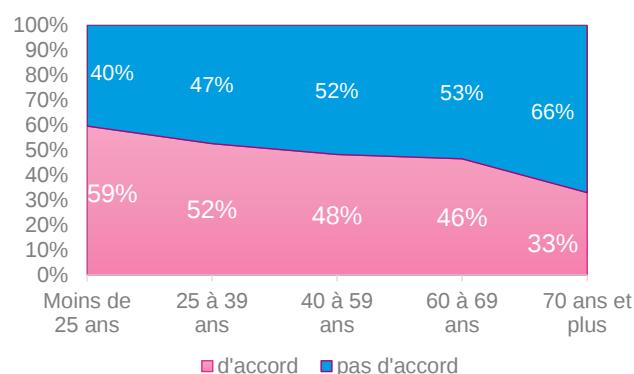
Une précédente enquête menée par la Commission européenne en 2019 observait un clivage du même ordre⁴¹, avec une situation médiane dans l'Hexagone (en dixième position) entre l'Espagne (63%), les Pays bas (61%), où l'acceptation est de dix points plus élevée, et les pays de l'Est de l'Europe où l'acceptation est inférieure à un tiers de la population (Bulgarie 7%, Hongrie 13%, la Slovaquie (21%).

Graphique 40 – Deux années de pause dans l'évolution sociétale

Adhésion au mariage et à l'adoption par deux personnes de même sexe



Les documents administratifs comme la carte nationale d'identité ou le passeport devraient prévoir la possibilité d'un genre autre que féminin ou masculin



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2022

Dans la même veine, **les rôles genrés ont la vie dure**, y compris chez les plus jeunes, et notamment sur **la place des hommes**.

Si aujourd'hui 76% de la population considère que le travail des femmes relève de leur choix personnel, (29% en 1979 pour mémoire !) ; l'opinion que les hommes doivent pouvoir ? travailler quand ils le désirent n'est partagée que par 66% de la population soit 10 points de moins. **L'idée que les hommes**

⁴¹ 51% considéraient que les documents officiels, tels que les passeports ou les certificats de naissance, devraient permettre une troisième option, telle que X ou 0 (pour autre) en plus de homme (H) ou femme (F) pour les personnes qui ne s'identifient pas comme telles. E

Eurobaromètre spécial 493 1.007 interviews 09 > 20 / 05 / 2019 Discrimination dans l'Union européenne Méthodologie: face-à-face France Mai 2019, [ebs_493_fact_fr_fr.pdf](#)
[ebs_493_data_fact_lgbti_eu_en-1.pdf \(europa.eu\)](#)

doivent « toujours » travailler est défendue par un quart de la population. Le taux monte à 40% chez les septuagénaires, mais il est loin d'être marginal (18%) chez les moins de 25 ans.

La possibilité de métavers

A côté du retour au « monde d'avant » rassurant et connu, la population semble tentée par des possibilités de s'en échapper à moindres frais, et la période semble propice à l'essor d'univers virtuels, autrement nommés métavers.

Un métavers (en anglais Metaverse) désigne un univers qui va « au-delà » (Meta) de notre univers habituel. Initialement imaginé par la Science fiction, l'idée d'un métavers apparaît dans le roman *Simulacron 3* de Daniel Galouye, paru aux Etats-Unis en 1964 (en France en 1968) et mis à l'écran par Rainer Werner Fassbinder en 1973 dans *Le Monde sur le fil*, puis il est repris dans *Le Samouraï virtuel*, paru en 1992, de Neal Stephenson, qui invente le terme de « métavers ».

Selon les cas, les contours de sa concrétisation sont mouvants, mais l'on pourrait définir celui-ci comme une future version d'internet, où différents mondes et possibilités virtuelles seraient connectées les unes aux autres et où chacun pourrait naviguer avec son avatar. Le film *Ready player one* réalisé par Spielberg à partir de l'adaptation d'un roman, sorti en 2018, donne à voir un monde en crise et quasiment à l'abandon, que les individus désertent pour un système mondial de réalité virtuelle.

L'idée de la concrétisation de métavers n'est pas nouvelle, et l'expérience de Second Life lancée en 2003 et ayant connu ses heures de gloire jusqu'à la crise des sub-primes en 2007 a pu laisser penser cette possibilité forclosée.

Plusieurs éléments laissent supposer le développement d'un ou plusieurs métavers dans les années à venir :

- le processus de numérisation, déjà à l'œuvre de longue date, a connu une forte accélération avec la pandémie. Au-delà de l'essor de la visioconférence et autres réunions et apéros en ligne, les différents confinements ont favorisé l'émergence de nouveaux types d'événements ; Citons par exemple le **concert** de Travis Scott le 23 avril 2020 qui a réuni plus de douze millions de personnes sur le métavers de Fortnite.
- les techniques de réalité virtuelle et augmentée ont progressé, et les **ventes de casques** de réalités virtuelle et augmentée auraient doublé en 2021 pour dépasser les 11 millions d'unités écoulées dans le monde⁴². Dans la suite des années précédentes, le marché du jeu vidéo continue sa progression pour atteindre 5,6 milliards d'euros en 2021, +1,6%/2020 après +12% entre 2020 et 2019, année record sur fond de crise sanitaire et de confinements, et malgré la pénurie de consoles liée aux tensions sur les semi-conducteurs⁴³. En particulier, la vente d'ordinateurs (+22%) et d'accessoires (+11%) progresse significativement entre 2020 et 2021.
- des **acteurs économiques de poids** investissent massivement dans ces possibilités. Le plus célèbre étant Facebook qui s'est récemment renommé en Meta, a acquis Oculus une entreprise de casques de réalité virtuelle, et affiche sa volonté stratégique de se placer en acteur majeur de métavers.

⁴² Source : cabinet IDC

⁴³ Source SELL, Syndicat des éditeurs de logiciels de loisirs

- de nouveaux types d'usages émergent. Citons par exemple **la vente** d'un sac à main virtuel pour 4115 dollars par Gucci dans un espace événementiel « Gucci garden » sur Roblox, un réseau destiné plutôt aux enfants qui revendique 50 millions d'utilisateurs quotidiens.
- ou l'explosion des **mariages avec des « personnalités numériques »** sur des applications romantiques nommées otome games (« jeux pour jeunes filles »). 400 entreprises se partagent un marché de 608 millions d'euros en 2020⁴⁴.

Interrogés avec la question suivante « S'il existait, aimeriez-vous participer à un monde numérique parallèle, dans lequel vous pourriez mener une vie dans toutes ses dimensions : loisirs, travail, vie affective, vacances etc., avec toutes les sensations associées (odeur, toucher, mouvement), sans sortir de chez vous : vous pourriez par exemple aller en classe ou au bureau, danser en boîte de nuit avec vos amis sous la forme d'un avatar, visiter des endroits lointains, etc ? » oui vous aimeriez beaucoup/ non rien ne remplace la vie réelle / vous ne savez pas trop quoi en penser, il faudrait essayer.

30% de la population semblent ouverts à cette possibilité. 9% sont même très intéressés. Les taux se montent respectivement à 43% et 17% chez les moins de 25 ans.

Difficile à ce stade de déterminer si ce/ces métavers constitueraient des **prolongements ou des alternatives à notre monde**.

Les plus réceptifs se recrutent en effet d'une part chez les personnes **engagées dans la numérisation**, avec un possible risque d'ajouter encore une nouvelle corde à l'arc de l'accélération :

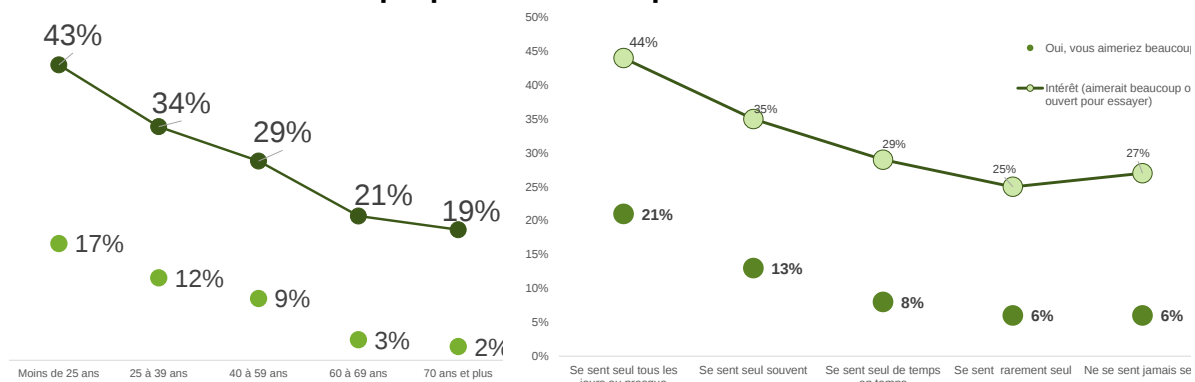
- 22% des personnes en **télétravail** total sont très motivées par cette possibilité (36% y sont ouverts au total)
- on repère un engouement plus marqué chez ceux qui font du sport régulièrement (13% très motivés, 32% ouverts au total), ceux qui arpentent les allées des bibliothèques (12%, 29%), qui fréquentent les salles obscures (12%, 33%), qui vont au café (16%, 34%), au restaurant (10%, 29%). **Cet univers viendrait alors s'ajouter aux pratiques de loisirs traditionnels.**

Mais cet univers parallèle **constitue aussi possiblement une voie pour trouver des chemins de traverse** aux difficultés rencontrées dans le monde « réel » actuel, puisque l'intérêt est également plus important :

- les **chômeurs** : 14% aimeraient beaucoup participer à un monde de ce type, et au total 35% semblent intéressés
- les **personnes en situation de handicap ou avec une maladie chronique (12%, 30%)**
- et celles qui ressentent fortement un sentiment de solitude : 21%, 44%

⁴⁴ Agnès Giard, Associate researcher in Anthropology (Sophiapol, Paris Nanterre University), Université Paris Nanterre – Université Paris Lumières, Au Japon, le boom des mariages avec des personnages de fiction, 03/03/2022

Graphique 41 – Intérêt pour un Métavers



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2022